

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 258
1er février 1988

Vingt ans
après
le Printemps
de Prague

Réformes
"d'en haut"
ou
démocratisation
"d'en bas"



TURQUIE
L'ordre et la stabilité
règnent

BOLIVIE
Le féminisme
à l'épreuve
des Andes

ETATS-UNIS
Contrats collectifs
dans l'automobile

15FF-4FS-85FB



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.
Éditée par Presse-Edition-Communication (PEC).
Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil,
France.
Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission
paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé
par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 258 DU 1er Février 1988

- 3 TURQUIE
La stabilité et l'ordre règnent
Fuat ORÇUN
- 7 BOLIVIE
Le féminisme à l'épreuve des Andes
Cécile MARQUET
- 9 ETATS-UNIS
De la collaboration
syndicats/patronats
Bob KUTCHKO et Bill ONASCH
- 12 GUATEMALA
Après Esquipulas
Interview des représentants
de l'URNG
- 14 TCHECOSLOVAQUIE
Réformer d'en haut ou...
démocratiser d'en bas ?
Petr UHL
- 18 Le rôle de la Charte 77
Petr UHL
- 22 Quel devenir pour l'opposition ?
Petr UHL
- 24 Lever le rideau de fer
entre l'Est et l'Est
Jan KAVAN
- 25 Rencontre à la frontière
tchéco-polonaise ;
déclaration des participants
Document
- 26 "Je salue et soutiens la Perestroïka"
Interview d'Alexandre DUBCEK
pour l'*Unita*
- 27 SENEGAL : Front des révolutionnaires
pour les élections ; AFRIQUE DU SUD :
Sauver les 6 condamnés ! ; URSS :
Campagne pour la réhabilitation
pénale des accusés des procès de
Moscou, suite.



68-88

TCHECOSLOVAQUIE

1968 - 1988 - anniversaire incontournable.
Jusqu'au mois de juin, *Inprecor* vous proposera une série d'articles consacrés aux principaux événements d'il y a vingt ans. En vrac, nous vous promettons, Mexique, Allemagne, Irlande, France, Etats-Unis, Palestine, etc.

nous commençons dans ce numéro par la Tchécoslovaquie avec une analyse approfondie de Petr UHL.



ABONNEMENT 25 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune

Code postal..... Pays.....

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) : 140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient) : 155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) : 180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) : 195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France : 200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) : 215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

La stabilité et l'ordre règnent

AVEC LES ELECTIONS LEGISLATIVES DU 29 NOVEMBRE 1987, le processus de transition qui avait suivi le coup d'Etat militaire de 1980 touche à sa fin. Tous les partis bourgeois et les politiciens qui avaient été bannis par les généraux ont en effet pu participer à ces élections. Il ne reste plus qu'une seule question épique à régler pour que le cadre du nouveau régime mis en place par les militaires, soit totalement fixé : la question du président de la République qui devra prendre la relève du général Evren, chef des putschistes. C'est en 1989, date prévue pour les élections présidentielles que va s'effectuer cette dernière transition.

Fuat ORÇUN

PLUS DE 7 ANS après le coup d'Etat, on peut affirmer que l'opération politique des militaires a réussi dans ses grandes lignes. Le mouvement de masse et l'opposition sociale ont été vaincus. Les organisations révolutionnaires, les syndicats de gauche, les associations professionnelles et les organisations démocratiques ont été démantelées. Elles ont été privées de tout droit de faire de la politique, toute une série de restrictions ayant été inscrites tant dans les lois que dans la Constitution.

Les masses ont été dépossédées de leurs moyens de pression extra-parlementaires et toute activité politique a été enfermée dans le seul cadre du parlement bourgeois. La stabilité a pu être assurée grâce à la constitution de gouvernements forts et durables de "centre-droit". La dépolitisation de la société se poursuit et s'approfondit. Au terme de ce processus de "normalisation", tous les partis bourgeois ont été intégrés au sein d'un système parlementaire autoritaire et musclé.

Le référendum et la bourgeoisie

La transition s'est opérée en douceur, sans accrocs notables entre l'armée et les partis politiques, sans débordement de l'opposition sociale ni contradiction majeure au sein du régime. Comparé à ce qui s'est passé dans nombre de pays du Tiers-monde, la bourgeoisie turque a donc pu obtenir la stabilité qu'elle souhaitait à un moindre prix. L'opposition sociale s'est montrée extrêmement faible et la gauche est entrée en crise, au niveau de son identité comme de sa survie pure et simple. C'est la première fois depuis les années 50 que la bourgeoisie turque dispose d'une si longue période de calme pour pouvoir réaliser ses plans. Il est clair qu'une telle pé-

riode prolongée de stabilité et d'ordre bourgeois va laisser des traces profondes et a apporté des changements notables dans les structures sociales.

La décision du premier ministre Turgut Ozal de soumettre les interdictions politiques contre les dirigeants bourgeois de la période antérieure à 1980 à un référendum a accéléré l'activité politique (1). Ozal et son gouvernement se sont appliqués durant cette campagne à noircir le bilan des "anciens dirigeants". Ils ont abondamment puisé dans les arguments qu'ils avaient utilisés les militaires pour justifier leur coup d'Etat. Demirel, le rival d'Ozal, à sa droite, s'est défendu en rappelant les "mérites" de son gouvernement renversé par les militaires. Quant à la social-démocratie, elle n'a pas profité de ce référendum pour remettre en cause la légitimité du système des militaires ni pour mettre en avant des revendications significatives sur les libertés démocratiques en général. Pour le Parti populaire social-démocrate (SHP) d'Erdal İnönü, ce référendum était une simple étape transitoire pour atteindre une "*vraie démocratie parlementaire*".

La participation au référendum était obligatoire, mais, près d'un million d'électeurs sur les 24 millions d'inscrits ont voté blanc ou nul. Certains courants socialistes avaient d'ailleurs lancé un appel au vote blanc ou nul pour souligner l'absurdité du contenu d'un tel vote. Mais on ne peut pas comptabiliser l'ensemble des votes nuls comme étant des votes de protestation.

Les "oui" l'ont finalement emporté avec 50,16% contre 49,84% de "non". L'écart entre les deux étant seulement de 75 000 voix. Grâce à cette "victoire à la Pyrrhus", les anciens cadres bourgeois ont donc été rétablis dans leurs droits politiques et ont pu prendre la tête de leurs partis. Dans le nombre très élevé de "non", il faut comptabiliser, outre les

voix des partisans d'Ozal, celles d'une frange importante de l'électorat social-démocrate. Beaucoup de partisans du SHP ont en effet voté contre la levée des sanctions contre leur ancien leader Bülent Ecevit qui était accusé de "diviser la gauche". S'étant séparé de ses anciens cadres, Ecevit s'était mis à la tête d'une formation rivale, le Parti de la gauche démocratique (DSP) et avait mené campagne contre le SHP. Ce qu'il faut aussi ajouter, c'est que nombreux électeurs n'étaient même pas au courant des enjeux exacts de ce référendum.

Des élections anticipées

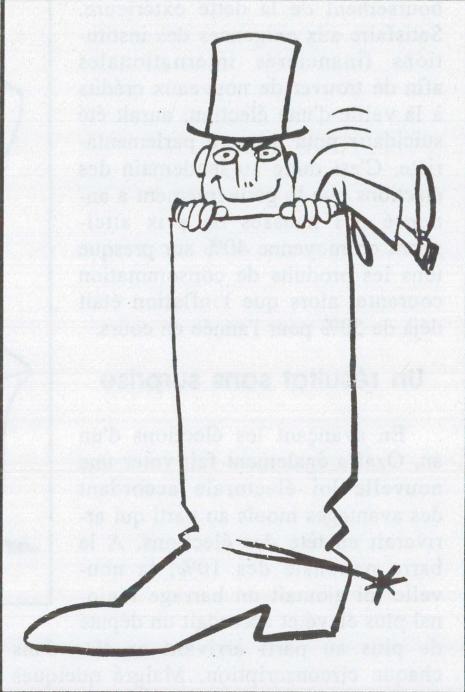
Avant même la proclamation des résultats de ce scrutin, Ozal a annoncé sa décision d'aller à des élections anticipées. Une telle décision, alors qu'Ozal et son Parti de la mère patrie (ANAP) disposaient d'une confortable majorité au Parlement, et en l'absence de toute opposition sérieuse, s'explique de la façon suivante :

d'une part, prendre l'opposition de vitesse ; forcer les partis d'opposition à une épreuve électorale avant que ceux-ci n'aient le temps de se réorganiser avec l'arrivée des anciens politiciens qui viennent ainsi d'être "amnistiés" ;

d'autre part, répondre aux nécessités d'une "réorganisation" de l'économie avec de nouvelles mesures d'austérité qui auraient été impopulaires avant une échéance électorale.

En effet, 1988 s'annonçait comme une année très difficile du point de vue du rem-

1) Dans notre article, "à la veille du référendum" (voir *Inprecor* numéro 248 du 7 septembre 1987) nous avions résumé les développements politiques qui ont conduit à ce référendum, dans lequel le gouvernement préconisait le vote "non" à la question qu'il posait lui-même. Cet article présentait également la situation des différents partis politiques et prévoyait la possibilité d'élections anticipées et le triomphe de la droite lors de ces élections. Nous nous contenterons donc ici d'analyser les résultats et les développements ultérieurs probables.



boursement de la dette extérieure. Satisfaire aux exigences des institutions financières internationales afin de trouver de nouveaux crédits à la veille d'une élection, aurait été suicidaire pour un parti parlementaire. C'est donc au lendemain des élections que le gouvernement a annoncé des hausses de prix atteignant en moyenne 40% sur presque tous les produits de consommation courante, alors que l'inflation était déjà de 50% pour l'année en cours.

Un résultat sans surprise

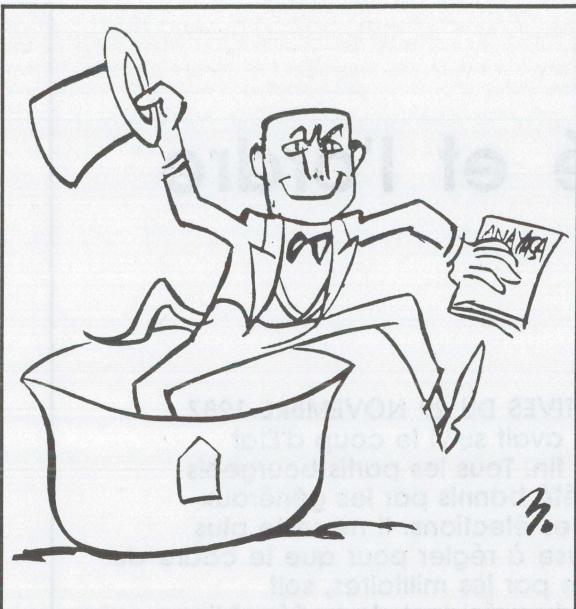
En avançant les élections d'un an, Ozal a également fait voter une nouvelle loi électorale accordant des avantages inouïs au parti qui arriverait en tête des élections. A la barre nationale des 10%, la nouvelle loi ajoutait un barrage régional plus élevé et accordait un député de plus au parti arrivant en tête dans chaque circonscription. Malgré quelques timides menaces de "boycott" de la part des partis de Demirel et d'Ecevit, les élections ont pu se faire conformément aux souhaits d'Ozal. Le principal parti d'opposition, le SHP d'Inönü s'est en effet rangé à la thèse gouvernementale, d'une part pour ne pas créer une crise menaçant le jeu parlementaire et d'autre part, pour éliminer son rival Ecevit qui avait peu de chances de dépasser le barrage des 10%.

C'est donc sans surprise que l'ANAP a remporté les élections avec 36,3% des voix, malgré une perte de 9% par rapport à celles de 1983. Avec un tiers des voix, Ozal a rafflé 2/3 des sièges au Parlement grâce à sa loi électorale (aux élections de 1977, Demirel n'avait eu que 189 députés sur 450 avec le même pourcentage de voix, alors qu'Ozal en a obtenu 292!).

Le SHP est resté à 99 députés avec 24,9% des voix et Demirel a pu retourner au Parlement avec 59 députés de son Parti de la juste voix (DYP) qui a obtenu 19,5% des suffrages. Aucun autre parti n'a pu dépasser la barre des 10%. Ecevit, bien qu'arrivé en tête de sa circonscription, a donc été écarté, son parti, le DSP n'ayant obtenu que 8,5%. Le Parti islamiste (RP) d'Erbakan et le parti fasciste du colonel Turkes (MCP) ont eux aussi été écartés du Parlement avec respectivement 7,1% et 2,9% des voix. L'ensemble de ces résultats est conforme aux souhaits tant de la bourgeoisie turque que des centres internationaux, y compris Moscou.

Les partis bourgeois après les élections

La campagne électorale a été assez terne. Aucun parti n'a remis en cause fondamentalement le système des généraux et la légitimité du coup d'Etat. Aucun parti n'a d'ailleurs pu présenter une alternative globale à la politique du gouvernement. Ni l'opposition ni les électeurs n'espéraient vraiment pouvoir changer le pouvoir politique.



Le SHP a certes repris certains mots d'ordre démocratiques, mais d'une façon très prudente et timide et sans dépasser le cadre fixé par la Constitution des militaires. Le SHP s'était d'avance résigné à un rôle d'opposition docile. Son concurrent, le DSP d'Ecevit a mené une campagne qui a heurté l'ensemble des forces de gauche. Ecevit a d'abord prétendu vouloir créer un "vrai parti social-démocrate" issu de la base contre "l'élite intellectuelle". Mais il a commencé par récupérer les députés les plus réactionnaires du Parlement des généraux et a axé sa campagne contre le SHP devenu, d'après lui, un obstacle au pouvoir des sociaux-démocrates. Pour ce faire il n'a pas hésité à flirter avec l'ANAP au pouvoir. Reposant totalement sur le charisme d'Ecevit, le DSP a tout de même obtenu 8,5% des voix, beaucoup plus que n'en prévoyaient les sondages. Mais hors du Parlement, l'avenir de ce parti reste un point d'interrogation. Cette lutte fratricide au sein du centre-gauche a poussé les hésitants vers la droite.

Le parti de Demirel a capté une partie des voix des mécontents, surtout dans les régions rurales. On peut dire que 19,5% sont un score satisfaisant pour le DYP qui a été pris au dépourvu par ces élections anticipées. C'était la première fois dans l'histoire politique du pays qu'un parti de droite était candidat à la relève d'un gouvernement de droite. La conjoncture n'était pas favorable pour Demirel qui venait à peine de retrouver ses droits politiques. Son but était de faire un retour suffisamment significatif pour lui permettre de tenir le coup jusqu'aux prochaines élections, il a obtenu ce qu'il voulait.

Les 7,1% du Parti islamiste prouvent qu'il va falloir compter avec lui. Le courant islamiste a en effet pu se stabiliser et traverser la période de la dictature militaire sans subir de perte, au contraire. En effet, les islamistes avaient obtenu 8% lors des élections de 1977. Lors des dernières élections, une partie de son électorat a préféré le vote utile en faveur de l'ANAP qui abrite un puissant courant islamiste. La barre des 10% a joué également

en défaveur des islamistes. Il faut aussi tenir compte du fait que les liens de ce parti avec l'électorat sont beaucoup plus organiques et que sa force extra-parlementaire n'est pas négligeable. Les islamistes ont d'ailleurs obtenu près de 15% des voix au Kurdistan, où ils jouent un rôle de frein évident dans la lutte nationale du peuple kurde. Même si les islamistes ne peuvent plus jouer un rôle de trouble-fête comme petit partenaire dans des gouvernements de coalition, ils garderont une influence certaine grâce aux positions qu'ils ont acquises dans la société.

Les fascistes ont perdu en pourcentage la moitié de leur électorat par rapport à 1977. L'aile modérée de ce courant est aujourd'hui dans l'ANAP. Les divisions internes des fascistes, les pertes subies lors du coup d'Etat et la dépolitisation générale sont des facteurs qui peuvent expliquer ce recul relatif. Ceci dit, le parti fasciste est revenu au même pourcentage de voix qu'en 1973, début de sa progression. De plus, en chiffre absolu, il a doublé le nombre de ses électeurs par rapport à 1973. Il constitue donc encore une menace sérieuse pour les travailleurs. Les 2,9% du MCP peuvent être un tremplin pour le courant fasciste lors d'une future radicalisation de masse. Les fascistes sont particulièrement présents dans des points "chauds" comme l'Anatolie centrale et les bordures du Kurdistan, là où les affrontements ethnico-religieux sont présents.

La gauche socialiste face aux échéances électorales

Ces élections ont, en tout cas, confirmé une constante en Turquie : 2/3 de l'électorat vote à droite. La social-démocratie a perdu l'influence qu'elle avait en 1973 et elle est loin d'atteindre les sommets historiques de 41%, score qu'elle avait obtenu en 1977. Sa division actuelle ne lui permet pas d'espérer de renverser la vapeur à court terme, malgré le soutien d'une partie de la gauche socialiste. Même une partie importante de l'électorat ouvrier dans les centres urbains a préféré voter pour l'ANAP.

Devant le manque d'alternative crédible, le discours démagogique de l'ANAP au pouvoir a été payant. Ses promesses de "sauter un siècle en avant", d'expansion économique, de consommation de luxe ont eu la préférence des électeurs. Finalement, les efforts de "restructuration idéologique" de la société par les militaires ont eu des effets : ce sont l'ordre et la stabilité qui sont sortis des urnes.

Le processus de réorganisation/recomposition de la gauche socialiste n'en est encore qu'à ses débuts. Ces échéances électorales ont donc été un test important pour vérifier les capacités de cette gauche à élaborer une ligne politique au niveau national.

Lors du référendum, la quasi totalité

des revues marxistes se sont prononcées pour une campagne en faveur du "oui". Elles estimaient que ce référendum était une occasion, bien que limitée et insuffisante, de s'opposer aux restrictions imposées par les militaires. Par contre, 5 courants d'origines diverses mais dominés par les socialistes révolutionnaires se sont réunis avec une plate-forme commune et ont publié une déclaration conjointe pour dénoncer cette farce électorale. Quatre de ces revues appelaient à un vote blanc ou nul, la cinquième à un "oui" de protestation.

La gauche communiste et révolutionnaire

Lors de ces élections, ces groupes qui avaient décidé dans leur plate-forme de privilégier avant tout l'indépendance de classe des travailleurs, face aux partis bourgeois, ont présenté des candidats ouvriers et socialistes indépendants en commun. Si l'on se souvient des traditions de sectarisme outrancier de la gauche turque et kurde, le fait même qu'une telle initiative unitaire existe est, en soi, un grand pas en avant. Le contenu de la plate-forme commune est aussi un progrès notable : il s'agit avant tout d'un programme d'action axé sur des revendications démocratiques et économiques immédiates, allant des restrictions politiques et syndicales à la question nationale ou à l'oppression de la femme. Le manifeste des candidats socialistes, intitulé "Vive le socialisme" a été saisi lors de la campagne et les éditeurs sont poursuivis pour "propagande subversive". Les candidats socialistes ont pu obtenir quelques milliers de voix à Istanbul. La plate-forme commune de ces 5 courants peut constituer un levier modeste, mais néanmoins important, pour une action unitaire prolongée et peut jouer un rôle positif dans le processus de recomposition de la gauche socialiste.

Par contre presque tous les courants

qui avaient appelé à voter "oui" lors du référendum ont apporté leur soutien total au SHP, *"au nom de la lutte pour la démocratie"*.

A la veille des élections, le PC turc et le Parti ouvrier de Turquie (TIP) ont annoncé leur fusion en exil et les secrétaires généraux du nouveau PC uniifié de Turquie (TBKP) ont également annoncé leur décision de rentrer d'exil pour former légalement leur parti en Turquie. Ce retour tapageur accompagné de certains députés et journalistes communistes européens a été un fiasco et les deux dirigeants du PC ont été immédiatement arrêtés à leur descente d'avion. Lors du processus de fusion, le PC a abandonné spectaculairement sa ligne et son programme précédent. Du jour au lendemain, ce PC ultra pro-soviétique a décidé de laisser tomber la "dictature du prolétariat", a renoncé à exiger la sortie de la Turquie de l'OTAN, a lancé quelques fleurs posthumes à l'Eurocommunisme, etc.

Un autre courant a connu une évolution et des changements radicaux dans son identité programmatique, c'est le courant maoïste traditionnel de l'ancien Parti ouvrier et paysan (TIKP). Ayant poursuivi jusqu'au bout leur logique des trois mondes et du social-impérialisme soviétique, les cadres du parti en étaient arrivés à soutenir des formulations du genre "Etat fort/ Etat national". Aujourd'hui après des tentatives infructueuses pour former un parti socialiste légal, de masse, regroupant plusieurs courants de gauche, les dirigeants de ce parti ont sérieusement raboté leur discours radical et s'orientent vers la fondation d'un parti légal qui se donne pour mission d'être un parti socialiste de caractère national, et qui serait l'aile gauche de la démocratie parlementaire.

Les groupes révolutionnaires comme Dev-Yol (La voie révolutionnaire), Kurtulus (Libération), Halkin kurtulusu (La libération du peuple), etc., se sont en grande partie effondrés après le coup d'Etat.

Les courants qui se réclament aujourd'hui de l'héritage révolutionnaire semblent vouloir se tourner vers une recomposition plus large et plus unitaire. Mais on est encore loin de la constitution d'un pôle révolutionnaire un tant soit peu crédible.

Ozal est de nouveau en place pour cinq ans. Il est clair qu'il va poursuivre la même politique d'austérité. Il ne faut donc pas s'attendre à une amélioration sur le plan socio-économique. Par contre, les années à venir peuvent nous réservier quelques surprises inattendues de la part d'un gouvernement "progressiste-conservateur" (comme le dénomme Ozal lui-même) sur le terrain des restructurations juridiques.

Par exemple sans supprimer la peine de mort ouvertement, l'ANAP pense faire voter une loi d'après laquelle, toute peine de mort non ratifiée par le Parlement dans les 6 mois suivant la condamnation, serait automatiquement transformée en prison à perpétuité. Une telle législation permettrait donc "d'amnistier" les 160 condamnés à mort dont l'exécution ne dépend plus que de la ratification du Parlement. Ainsi, sans modifier fondamentalement les lois répressives, on aurait trouvé une solution pour ces exécutions en sursis qui sont devenues politiquement inapplicables à l'heure actuelle.

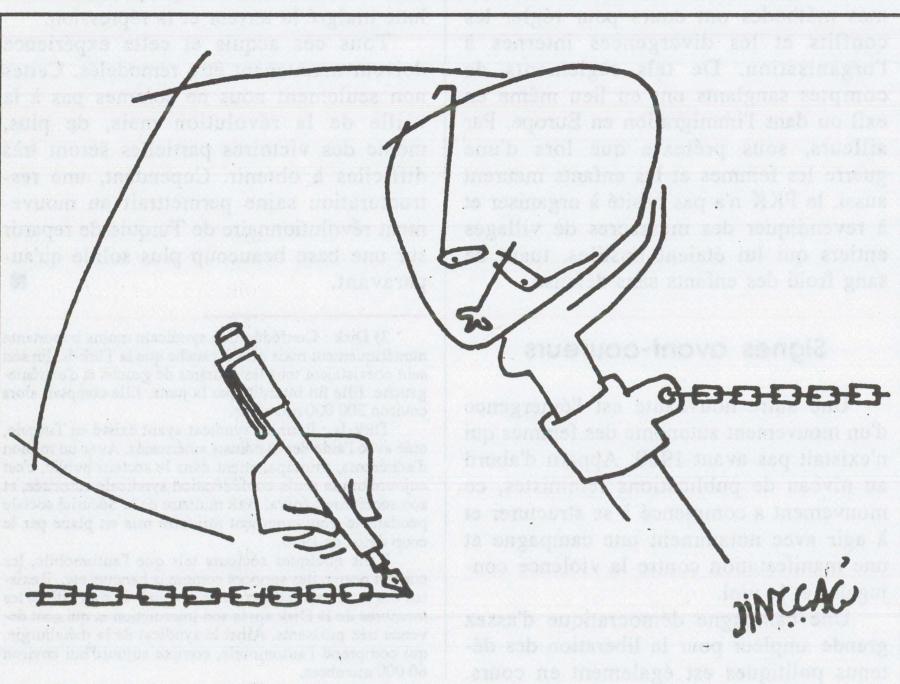
La CEE en perspective

Il faut en effet voir tout cela à la lumière de la demande d'adhésion de la Turquie à la CEE. Si la bourgeoisie turque veut s'intégrer à la Communauté européenne, elle doit, au moins sur le plan formel, adapter sa législation aux "normes" européennes. Il n'est donc pas exclu que le gouvernement d'Ozal procède à de telles modifications juridiques dans le sens d'une certaine "libéralisation" mais toutefois sans modifier l'esprit autoritaire et répressif des lois existantes. La pierre d'achoppement de tout cela est la question des libertés politiques et syndicales.

Le gouvernement doit trouver une formule lui permettant de continuer à surveiller et réprimer les courants "communistes" et "séparatistes" qui sont jugés dangereux, tout en maintenant une existence légale à certaines organisations "modérées". Le général Evren lui-même a d'ailleurs déclaré qu'il pourrait être possible, à l'avenir, d'autoriser un parti qui accepterait par exemple l'eurocommunisme, qui renoncerait à la dictature du prolétariat et qui ne "recevrait pas des ordres d'ailleurs".

Un parti socialiste qui se contente de se présenter aux élections sans toutefois avoir une chance de passer la barre des 10% pourrait être très utile au régime pour se donner une façade démocratique et libérale.

Quelques brèches ont tout de même pu s'ouvrir dans cette stabilité générale. Passé le choc des premières années de répression sous la dictature militaire, les étudiants et les ouvriers des entreprises ayant une forte tradition de luttes ont commencé à faire reculer le gouvernement sur son



projet de loi visant à uniformiser les cercles d'étudiants. Malgré des conditions très dures et la répression policière, cette victoire, même si elle est modeste, a été la première depuis de longues années.

Avec les nouvelles lois syndicales sur le droit de grève, tout le monde avait fini par se dire que, vu le nombre et l'ampleur des restrictions, il était désormais impossible de faire grève. Le gouvernement avait d'ailleurs fort habilement aidé à propager cette idée afin de décourager les grévistes éventuels. Pourtant des grèves fort combatives ont pu être menées dans les secteurs des télécommunications, de la métallurgie, de la tannerie et dans les services.

Le nombre d'heures de grève a été supérieur en 1987 à celui de 1979, avant le coup d'Etat ! Il faut ajouter que ces grèves ont également mobilisé de larges campagnes de solidarité. Mais les travailleurs sont privés d'une organisation syndicale combative comme l'était la DISK. Cela met à l'ordre du jour du mouvement ouvrier une réorganisation syndicale puissante et indépendante. De larges discussions sont en cours sur les solutions alternatives : continuer à mener la lutte au sein de la Türk-Is, ou s'orienter vers une nouvelle restructuration via les syndicats indépendants (2).

La question Kurde

La question nationale Kurde a connu également un développement assez paradoxalement : cette question, hier encore taboue, est aujourd'hui ouvertement discutée même dans la grande presse bourgeoise. Cette question a la sympathie d'une frange de l'opinion publique beaucoup plus large qu'auparavant.

Certes, seules les revues socialistes parlent en terme voilés du droit à l'autodétermination des Kurdes. Mais le fait que l'on souligne, même dans les journaux bourgeois, que certains droits de l'Homme sont aussi valables pour les Kurdes (comme par exemple parler sa propre langue) est un progrès assez remarquable en Turquie ! Il faut savoir qu'il y a peu, le fait même de dire que l'on était Kurde ou qu'il y avait aussi des Kurdes était un crime en Turquie (sous la dictature, un ancien ministre avait été condamné à la prison pour avoir osé affirmer cela). Aujourd'hui, le SHP a revendiqué dans sa campagne électorale le droit pour les Kurdes de parler leur langue. Demirel a reconnu que les Kurdes sont des citoyens comme les autres. L'ANAP au pouvoir a intégré et fait élire sur ses listes un ancien député social-démocrate kurde, réputé pour ses options "séparatistes" et qui avait fait de la prison sous la dictature. Le SHP a aussi fait élire un ancien député kurde qui était en prison et jugé pour "séparatisme". Même les représentants, parmi les plus chauvins de la presse bourgeoise, recon-

naissent que la question ne pourra pas être résolue par des moyens militaires. Le chef d'état-major a d'ailleurs déclaré que la question kurde était de même nature que les questions irlandaise, basque ou corse et qu'il fallait s'habituer à vivre avec.

Tout cela est arrivé à un moment où la lutte de guérilla au Kurdistan battait son plein. C'est le PKK (Parti ouvrier du Kurdistan) qui a lancé cette guérilla en août 1984. Cette lutte a déjà fait globalement près de 1 000 morts. En fait, avant le coup d'Etat, le PKK n'était que l'une des



nombreuses organisations kurdes et était loin d'être hégémonique. Aujourd'hui il est le seul sur le terrain. Le PKK a habilement profité de la conjoncture et du vide frontalier créés par la guerre Iran-Irak. Basé tantôt en Irak, tantôt en Syrie, il a commencé par lancer de petites expéditions, voir même des commandos suicides du "côté turc" du Kurdistan. Ces actions ont pris davantage d'ampleur aujourd'hui et on peut parler d'une certaine implantation à l'intérieur. Cela dit, les méthodes du PKK, qui est une organisation ultra-sectaire, sont très controversées : il n'hésite pas à recourir à la violence et même à l'assassinat contre les organisations turques ou kurdes rivales. Les mêmes méthodes ont cours pour régler les conflits et les divergences internes à l'organisation. De tels règlements de comptes sanglants ont eu lieu même en exil ou dans l'immigration en Europe. Par ailleurs, sous prétexte que lors d'une guerre les femmes et les enfants meurent aussi, le PKK n'a pas hésité à organiser et à revendiquer des massacres de villages entiers qui lui étaient hostiles, tuant de sang froid des enfants sans défense.

Signes avant-coureurs

Une autre nouveauté est l'émergence d'un mouvement autonome des femmes qui n'existe pas avant 1980. Apparu d'abord au niveau de publications féministes, ce mouvement a commencé à se structurer et à agir avec notamment une campagne et une manifestation contre la violence conjugale et le viol.

Une campagne démocratique d'assez grande ampleur pour la libération des détenus politiques est également en cours.

Limitée d'abord aux familles des détenus, ce mouvement a abouti à la fondation d'une Ligue des droits de l'Homme qui a rassemblé 130 000 signatures pour une pétition réclamant une amnistie générale.

Toutes ces luttes n'ont pas encore trouvé d'issue politique claire mais sont des signes avant-coureurs des dynamiques à venir. Le mouvement socialiste devra donc se réorganiser pour être capable d'intégrer ces nouvelles dynamiques et de proposer une alternative socialiste où chaque secteur de l'opposition sociale pourrait se reconnaître et trouver sa place.

Une volonté réelle de se réorganiser de façon différente existe dans les milieux socialistes révolutionnaires. Mais malgré leur relative puissance d'avant le coup d'Etat, l'impact des révolutionnaires est limité aujourd'hui aux quelques lecteurs de diverses revues marxistes.

Une réorganisation/restructuration/recomposition du mouvement socialiste révolutionnaire est indispensable. Ce mouvement existe depuis 20 ans en Turquie, il a connu deux coups d'Etat et une situation pré-révolutionnaire, presque tous les courants du socialisme mondial s'y sont retrouvés. Aujourd'hui des discussions nouvelles sur la démocratie socialiste, l'internationalisme, le féminisme, la question nationale, les organisations autonomes de masse, etc., sont à l'ordre du jour.

Une période de calme relatif peut être utilisée pour une préparation sérieuse avant une nouvelle montée des luttes. L'opposition sociale en Turquie est certes encore très faible mais elle a connu une expérience importante, en partant de zéro, durant ces 20 dernières années : une expérience syndicale, de travail de quartier, des militants endurcis qui ont connu la prison par milliers, qui ont vu tomber des milliers de camarades et qui poursuivent la lutte malgré la terreur et la répression.

Tous ces acquis et cette expérience doivent maintenant être remodelés. Certes non seulement nous ne sommes pas à la veille de la révolution mais, de plus, même des victoires partielles seront très difficiles à obtenir. Cependant, une restructuration saine permettrait au mouvement révolutionnaire de Turquie de repartir sur une base beaucoup plus solide qu'auparavant.

2) Disk : Confédération syndicale moins importante numériquement mais plus à gauche que la Türk-Is. En son sein coexistaient tous les courants de gauche et d'extrême-gauche. Elle fut interdite par la junte. Elle comptait alors environ 300 000 membres.

Türk-Is : Premier syndicat ayant existé en Turquie, créé avec l'aide des syndicats américains. Avec un million d'adhérents, principalement dans le secteur public, c'est aujourd'hui la seule confédération syndicale autorisée, et son secrétaire général était ministre de la Sécurité sociale pendant le gouvernement militaire mis en place par le coup d'Etat de 1980.

Dans quelques secteurs tels que l'automobile, les cuirs et peaux, des services comme la banque, etc., il existait des syndicats indépendants auxquels se sont affiliés les membres de la Disk après son interdiction et qui sont devenus très puissants. Ainsi le syndicat de la métallurgie, qui comprend l'automobile, compte aujourd'hui environ 60 000 membres.

Le féminisme à l'épreuve des Andes

DEPUIS LA REVOLUTION DE 1952, les femmes boliviennes ont participé à tous les combats en créant le plus souvent leurs propres organisations, et ces dernières années ont vu se multiplier ces organisations dans tous les secteurs, des paysannes aux employées de maison.

Alors, contrecoup des mouvements féministes occidentaux ? De l'argent qui a coulé - presque - à flot pour les femmes en Amérique latine depuis 1975 ? Un peu tout cela, mais surtout, conséquence de la crise économique sans précédent qui écrase l'Amérique latine et dont les femmes sont naturellement les victimes les plus durement touchées, et enfin réaction d'une société où la situation et le rôle des femmes ne se présente pas du tout comme dans les pays qui virent naître les mouvements de libération des femmes de ces vingt dernières années.

Cécile MARQUET

CE N'EST PAS parce que nous sommes des femmes que nous sommes toutes égales" (1). "En Bolivie il existe trois classes de femmes : celles de la classe supérieure, celles de la classe moyenne et celles de la classe inférieure. La paysanne se situe dans la classe inférieure.

Les femmes de la classe supérieure vivent dans des maisons luxueuses et elles ont leurs bonnes, leurs nourrices, leurs cuisinières, des servantes pour laver leurs planchers et même leurs toilettes. Ces femmes dépensent leur argent dans les salons de beauté. Elles se teignent les cheveux et se peignent les ongles, la bouche et même les yeux. On dirait des clowns.

Les femmes de la classe moyenne vivent également dans des belles maisons et elles vont chez le coiffeur mais un peu moins souvent que les autres ; certaines travaillent hors de chez elles. Mais ce en quoi elles se ressemblent et sont d'accord, c'est dans leur mépris pour les paysannes ; elles les traitent toutes comme si elles étaient leurs bonnes..." (2).

Soupeser les idées

C'est une *campesina* qui parle, c'est-à-dire une "paysanne", mot en réalité synonyme d'Indienne dans les pays andins et employé le plus souvent pour éviter ce dernier et les connotations péjoratives qu'il a prises dans ces pays. Elle explique, on ne peut plus clairement, comment se pose, dans un pays comme la Bolivie, "la question des femmes".

Les thèses féministes radicales, n'ont pas réussi à franchir les contreforts des Andes et on imagine l'accueil qu'aurait

rencontré, à la belle époque du *Women's Lib*, quelque *gringa* ingénue, venue prêcher la "sororité" sur les hauts plateaux boliviens. C'est peut-être à cause de l'altitude, mais on est obligé, en Bolivie, de soupeser un certain nombre d'idées en se demandant si cela vaut la peine de les emporter jusqu'en haut. Difficile de prétendre, dans ce pays, que les femmes sont toutes sœurs, délicat d'évoquer la double journée de travail dans des assemblées où une partie de la salle évite précisément à l'autre cette double journée (en lavant ses planchers et même ses toilettes) lui permettant de consacrer son temps à... la lutte pour leur commune libération, risqué de remonter aux origines parce qu'on rencontre toujours, tout le long de la route, dans leur histoire et leur mythologie, des hommes et des femmes, indissociables, le masculin et le féminin, vécus comme intimement liés depuis la création du monde.

Rien d'étonnant donc si la Bolivie présente, entre autres caractéristiques et différences, celle d'être un des rares pays d'Amérique latine qui n'a pas vu naître, au cours des quinze dernières années, ne serait-ce que l'amorce d'un mouvement des femmes de style européen ou nord-américain. Malgré la multiplication des groupes et institutions qui "s'occupent" des femmes, le mot féminisme a continué à être, jusqu'à une date récente, soigneusement évité dans les réunions, et si certaines "personnalités" se déclaraient féministes, c'était toujours à titre individuel et plus par référence à une évolution personnelle qu'aux analyses des mouvements de libération des pays "développés".

En effet ce sur quoi "toutes se rassemblent et sont d'accord", c'est sur le rejet de ces mêmes analyses et le sentiment qui

Capables de lutter

SEPTEMBRE 1984 : pour la première fois, des femmes travailleuses de différents secteurs : Comités de femmes au foyer des mines de Siglo XX et Catavi, Fédération nationale des femmes au foyer des quartiers populaires de La Paz, Syndicat d'employées de maison - se réunissent pour rédiger un document commun présenté au VI^e congrès de la Confédération ouvrière bolivienne (COB), dont le premier point réclame l'intégration de leurs organisations à la centrale ouvrière bolivienne.

Les femmes des mines demandent "que soit effacé le titre de déléguées fraternelles par lequel on nous a désignées parce que dans les combats nous sommes tombées ensemble et pas comme fraternelles, mais parce que nous sommes capables de lutter" et elles rappellent la grève de la faim de 1978, les femmes tombées à Caracoles en 1980, et toutes celles qui donnèrent leur vie pour la défense des travailleurs, hommes et femmes.

Le 11 septembre, 5 dirigeantes des différentes organisations lancent au congrès cet avertissement : "Si la COB ne nous accepte pas, avec tous les droits, elle nous incitera à créer notre propre centrale ouvrière parce que nous ne pouvons pas rester exclues de la lutte". ■

s'exprime qu'elles ne correspondent pas à la réalité bolivienne.

"Le féminisme en Bolivie devra reformuler des revendications sans plagier ni copier celles de mouvements féministes étrangers" (3).

Reformuler des revendications

En fait c'est seulement le 8 août 1986 que la Coordination des femmes convoque, pour la première fois, une réunion publique sur le thème du féminisme mais les femmes de ce pays n'ont bien évidemment pas attendu cette date pour se lancer dans la lutte. Le livre de Domitila (4) a fait connaître au monde entier le courage des femmes boliviennes mais ce qu'on ignore généralement c'est qu'il existe dans ce pays une longue tradition d'organisations autonomes de femmes que l'on trouve aussi bien dans les années 20 avec la Fédération ouvrière féminine qu'au moment de la Révolution de 1952 et, de nos jours, avec les organisations de femmes au foyer, de femmes des mines, de pay-

1) *Las Hijas de Bartolina Sisa*, Hisbol, La Paz, 1984.

2) *Las Hijas...*, op. cit.

3) *Feminismo y política*, Coordinadora de la Mujer, La Paz, 1986.

4) *Si on me donne la parole* ; Domitila, Paris 1975. Maspero.

sannes, d'employées de maison, etc.

La Bolivie apparaît ainsi à la fois comme un pays où il n'existe toujours pas de mouvement féministe à proprement parler et où les mouvements de femmes sont sans doute les plus nombreux et les plus actifs. C'est la contradiction que soulignait l'une des participantes à la journée du 8 août :

"Je soutiens qu'en Bolivie il y a eu et il y a un mouvement important de femmes, il y a un mouvement massif, ce qui nous différencie de tous les pays d'Amérique latine, mais ces mouvements massifs n'ont jamais revendiqué les aspects spécifiques de la subordination et de l'oppression des femmes" (5).

"Entre femmes nous discutons bien"

Le problème c'est qu'il n'existe pas à l'heure actuelle d'analyse féministe de ces "mouvements massifs" pour la bonne raison qu'ils se composent uniquement de femmes de la "classe inférieure" comme dirait la paysanne déjà citée plus haut, alors que les femmes qui se revendent du féminisme et pourraient élaborer ce type d'analyses appartiennent à la classe moyenne et sont de ce fait complètement extérieures à ces mouvements.

Il est donc extrêmement difficile d'apprécier ce qui se passe à l'intérieur de ces organisations populaires et dans quelle mesure elles permettent une prise de conscience des femmes.

Certains témoignages qui en parviennent laissent cependant supposer que les choses s'y déroulent à peu près comme dans n'importe quelle organisation autonome de femmes, qu'elle se déclare ou non féministe. Voici ce que dit par exemple - non pas une gringa féministe des années 70 - mais bien une femme bolivienne de la Fédération des femmes paysannes Bartolina Sisa :

"Dans une réunion avec les hommes, nous ne pouvons pas bien parler, nous les femmes ; les hommes sont toujours les plus forts ; dans ces réunions avec eux nous avons peur de parler. Mais quand nous sommes réunies entre femmes nous discutons bien, nous n'avons pas peur de lancer des idées, nous comprenons plus vite, sans tant de discours, et nous parlons aussi de problèmes de femmes que l'on ne peut pas discuter quand il y a des hommes. Maintenant nous savons ce que nous perdrions si on nous remettait avec les hommes, aussi nous allons lutter pour garder cette conquête" (6).

La situation, en Bolivie pourrait donc se résumer ainsi : d'une part des organisations populaires nombreuses et combatives, d'autre part des institutions où travaillent des femmes de la classe moyenne qui "appuient" ces organisations. Les pre-

**II CONGRESO DE LA FEDERACION NACIONAL
DE MUJERES CAMPESINAS DE BOLIVIA**
"BARTOLINA SISA"
Afiliada a la C.S.U.T.C.B. - COB - 16 al 18 de Noviembre de 1983



mières sont généralement anti-féministes et les secondes posent les problèmes en des termes tout différent des premières. On ne voit donc pas très bien comment les unes et les autres auraient pu se retrouver dans un mouvement semblable à ceux qui naquirent il y a 20 ans. D'autant plus que le fossé entre les deux semble très difficile à combler ainsi que le montre, dans sa lucidité et sa violence cette déclaration d'une autre femme de la Fédération paysanne :

"On nous a invitées à un séminaire sur la femme, organisé par des dames de la bourgeoisie. Je n'ai pas vu de "femmes au foyer" (de la Fédération du même nom des quartiers populaires de La Paz) ni de femmes travaillant dans les mines et encore moins d'ouvrières. (...) Le troisième jour un monsieur a parlé de la problématique de la femme en milieu rural. Il n'a fait que dire une bêtise après l'autre (...) Il faut que vous sachiez que nous n'espérons rien des institutions qui ne font que prendre notre nom et gagner de l'argent sur notre dos. Parce que si ce n'était pas grâce à nous, comment vivriez-vous ? Quel argent gagneriez-vous ? Comment feriez-vous pour aller dans les congrès de la femme, pour parler à la télévision ? Est-ce que ce n'est pas de nous que vous tirez tout cela ? De notre plus-value politique ? Est-ce que par hasard vous produisez ? Vous ne produisez même pas intellectuellement. Nous, nous produisons, nous vous nourrissons, vous vivez de nous et vous ne voulez pas reconnaître que nous sommes égales, que nous avons les mêmes droits, que nous sommes des personnes..."

Si vous voulez travailler avec nous, solidarisez-vous avec les paysannes, venez travailler à la campagne. Nous ne vous repousserons pas mais nous n'irons plus vous chercher comme avant (...) Nous ne sommes plus les paysannes de 1952, nous sommes les paysannes de 1980" (7).

"Dans cette vie tout va par paire"
(proverbe aymara)

Le fait politique le plus nouveau et le plus marquant dans les pays andins est certainement le réveil indien particulièrement évident en Bolivie où, le jour du 1er mai, le rouge éclatant des polleras (jupes) et des ponchos reconquiert provisoirement les rues. La discussion rebondit, de séminaires en réunions, et il devient difficile désormais de contourner la réalité culturelle des Andes. Chez les femmes le débat est ouvert. Les femmes indiennes rejettent le féminisme avec l'argumentation suivante :

"En ce qui concerne le modèle andin, nous croyons que la position féministe occidentale n'est pas applicable. En Europe et aux Etats-Unis, les femmes sont en compétition avec les hommes dans le travail salarié alors qu'ici, l'immense majorité de la population n'est pas salariée. De plus, en milieu andin, la tradition culturelle n'est pas celle de la concurrence mais de la réciprocité. En Occident il ne peut y avoir qu'un seul système de valeurs, en l'occurrence celui des hommes, et les femmes, pour se libérer essaient de faire ce que faisaient les hommes dans un système basé sur la compétition, où il doit toujours y en avoir un qui est au-dessus de l'autre."

Dans le monde andin la répartition des rôles fait que l'homme et la femme bénéficient d'un respect égal" (8).

Complémentarité : le maître-mot du monde aymara qui exclut la possibilité d'une oppression des femmes par les hommes puisqu'ils ne peuvent ni exister, ni exercer un rôle dans la communauté l'un sans l'autre. (Pour être considéré comme une "personne" et se voir confier des responsabilités, par exemple, il faut être marié). Les féministes de la classe moyenne, non indiennes, contestent évidemment cette analyse de la situation des femmes dans le monde andin. La discussion commence à peine.

10 janvier 1988

5) Feminismo... op. cit.

6) Las Hijas... op. cit.

7) Las Hijas... op. cit.

8) La Mujer en el Mundo Andino, Ediciones Chikakolla, La Paz, 1986.

De la collaboration syndicats/patronat

POUR LA PREMIERE FOIS dans l'histoire du syndicat unifié des travailleurs de l'automobile (UAW) des Etats-Unis, les pourparlers concernant les conventions collectives de cette année avec General Motors et Ford ont dépassé la date d'expiration des anciennes conventions sans qu'aucun préavis de grève n'ait été déposé à titre d'avertissement. C'était très symptomatique des relations douillettes, de collaboration entre le patronat de l'automobile et la direction du syndicat.

Bob KUTCHKO et Bill ONASCH

OUN GRAND TAPAGE AUTOUR de ces nouvelles conventions avec deux des "trois grands" (Chrysler est à l'ordre du jour pour cette année) en disant qu'elles accordent une sécurité d'emploi sans précédent. C'est largement exagéré car en fait, les syndicats sont d'accord pour coopérer à une continue érosion des classifications, de la réglementation du travail et d'autres conditions de travail ce qui, en fait, menace la mince marge de sécurité d'emploi qui existe dans ces industries.

Une reddition sans combat

UNE GRANDE PUBLICITÉ A ENTOURÉ la signature de l'accord chez Ford mettant en avant le plan du "Nombre garanti d'emplois" (GEN - Guaranteed Employment Numbers). On proclame que ce plan doit procurer la sécurité d'emploi à tous les travailleurs de Ford. Un plan similaire appelé plan du "Niveau de sécurité d'emploi" (SEL - Secure Employment Levels) a été accordé par General Motors (GM). Quelle sécurité réelle offrent ces deux plans ?

- Le syndicat de l'automobile s'est rendu, sans coup férir, en ce qui concerne l'emploi des travailleurs dans les usines dont la fermeture était déjà programmée, usines Ford à Canton dans l'Ohio, et Green Island, à New York, et 19 usines de General Motors employant 37 000 personnes.

- Les plans GEN et SEL ne s'appliquent pas aux ouvriers licenciés à cause des réductions de la production dues à la ménage.

- Ces plans ne protègent pas les emplois là où ils sont actuellement, le travail peut être transféré d'un point à l'autre du pays et si les ouvriers ne peuvent ou ne veulent pas accepter la mutation, ils sortent du cadre des garanties.

- Les entreprises de l'automobile ont un plafond d'obligations financières en vertu des plans GEN et SEL, 500 millions de dollars pour Ford, 1,3 milliard pour

General Motors. Ce sont des sommes d'argent énormes, mais ces fonds peuvent être très rapidement épuisés si on considère que le nombre des ouvriers à protéger est de 104 000 chez Ford et de 335 000 chez GM.

La déqualification institutionnalisée

LES PLANS GEN ET SEL OFFRENT une protection contre les licenciements aux travailleurs renvoyés à cause des innovations technologiques, ou employés par la sous-traitance. Un travailleur qui perd sa place pour une autre raison que le déclin des ventes entre dans le cadre de ces plans, ce qui revient au même que la banque d'emploi antérieure mise en place par le contrat précédent.

Selon les conclusions officielles de l'UAW de chez Ford concernant l'accord, "un ouvrier entrant dans le cadre du plan GEN peut être placé en formation, utilisé en remplacement afin de permettre la formation d'un autre travailleur, ou se voir attribuer un poste non traditionnel inclus, ou non, dans le champ de la convention, on peut lui donner une autre tâche, comme cela s'est fait avec le "PEP" (nom de la "banque d'emplois", gadget du précédent contrat collectif chez Ford). Les travailleurs concernés par les plans GEN et SEL reçoivent la paye normale correspondant à leur dernière classification.

"Le travail non traditionnel, à l'intérieur ou non du champ d'application de la convention" et d'"autres tâches" peuvent, jusqu'à un certain point, ouvrir la voie au remplacement de travailleurs non syndiqués par des ouvriers "en surplus" dans les compagnies automobiles, ou au style japonais de "prêt" à l'extérieur de travailleurs sans emploi à d'autres employeurs. En fait, certaines entreprises de chemins de fer qui avaient des schémas semblables de protection de l'emploi ont déjà tenté d'envoyer des cheminots dans des postes d'employés, pompiers dans les stations-services, employés de sociétés de gardiennage, et autres emplois "non traditionnels", dans d'autres entreprises.

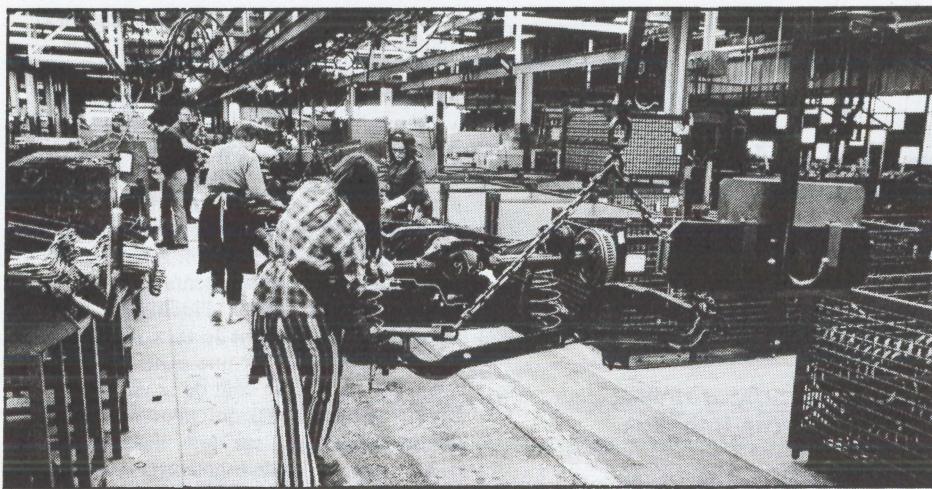
Les plans GEN et SEL sont supposés protéger le nombre de postes disponibles à General motors et Ford, or ce nombre peut diminuer par extinction naturelle. Lorsque deux postes de travail sont perdus par décès, démission ou départ en retraite, un seul reste protégé en vertu de ces deux plans. Les nouveaux contrats ne prévoient qu'une seule augmentation générale des salaires de 3% et l'inclusion de 81 cents de "COLA" dans le taux de base du salaire. Le COLA est une clause d'ajustement des salaires au coût de la vie (Cost of Living Adjustment), qui peut monter, et même descendre, sur une base trimestrielle, suivant l'indice gouvernemental du coût de la vie. Le COLA est considéré comme un complément de salaire et n'est pas compté dans les avantages liés aux salaires. La deuxième et la troisième années de l'accord, les travailleurs recevront des "primes de rendement", allant jusqu'à 3% de leur salaire de l'année précédente. Ces primes ne sont pas incluses dans le salaire et sont exclues des avantages liés au salaire.

La formule de partage des bénéfices a été altérée pour s'aligner sur celle de Ford. Les travailleurs de Ford ont reçu des chèques confortables au titre du partage des bénéfices l'an dernier, alors que ceux de GM n'ont rien touché. Cependant, la formule de Ford ne garantit en rien des primes substantielles pour les employés de GM. D'une part, cette dernière firme a trois fois plus d'ouvriers entre lesquels partager les bénéfices entrant dans le cadre de cette formule. De même, Ford a beaucoup plus de travail en "sous-traitance", à des taux de salaire inférieurs, que GM. Seuls les bénéfices de GM aux Etats-Unis, dans l'automobile, sont pris en compte, les énormes bénéfices des opérations à l'étranger et les revenus des secteurs non automobiles en sont exclus.

Quelques gains modestes

Selon les prévisions de l'UAW (basées sur une inflation annuelle moyenne de 4,7%), pendant la durée de la convention, le salaire d'un ouvrier de l'assemblage de chez Ford (inclus le COLA) passerait de 13,9 dollars à 15,80 dollars de l'heure à la fin du contrat. De plus, les sommes destinées aux bonifications se monteraient à 2 285 dollars. (En considérant une année de 1 080 heures de travail, dont 250 seraient au taux des heures supplémentaires). Evidemment les primes seraient grandement réduites pour les travailleurs qui n'auront pas travaillé tout le temps à cause de chômage technique dû aux méventes de l'an-née précédente.

Les travailleurs de l'automobile n'ont fait aucune concession économique directe, et de fait, ont même obtenu quelques modestes gains financiers, mais la signature de la convention a été un nouveau pas dangereux sur la voie de la collaboration de classe. Le syndicat national a été d'accord pour soutenir les efforts au niveau local, où les conditions de travail à la base



sont négociées, pour accélérer de profondes modifications, fondamentales, dans les classifications et les règles du travail. Il a renouvelé son engagement au niveau des "cercles de qualité" et du "concept d'équipe".

Sous couvert d'efforts destinés à améliorer l'efficacité et la qualité en suscitant "l'initiative ouvrière", de tels stratagèmes ont en fait pour objectif que les ouvriers émettent des idées destinées à accroître la charge de travail, éliminer des postes, et redistribuer le travail au niveau de classifications moins payées. Avec la participation aux bénéfices et les primes-gadgets, les employeurs espèrent amener les travailleurs à faire la police eux-mêmes, faisant pression sur leurs pairs pour augmenter la production dans le but illusoire d'obtenir des bonifications.

L'UAW et le patronat se sont fait les avocats du "*travailler ensemble pour améliorer la qualité, l'efficacité et les relations de travail*". Les conventions établissent un Comité national commun pour la sécurité d'emploi et l'efficacité opérationnelle et des comités semblables au niveau local. Dans six mois, ces comités devront avoir établi des plans d'action dans des domaines tels que :

- l'"exploration de nouvelles formes d'organisation du travail";

- le "réalignement des qualifications pour parvenir à un nombre de classifications de base appropriées aux besoins des activités de l'entreprise";

- des "initiatives destinées à réduire l'absentéisme chronique";

- l'"application du concept d'équipe d'ouvriers professionnels".

Les "efforts des parties locales pour améliorer l'efficacité opérationnelle pourra demander des changements ou l'abandon de certains accords ou de certaines pratiques", cette clause, à elle seule, déqualifie déjà le nouveau contrat de l'UAW. Les comités créés sont autorisés à introduire des changements dans la convention sans autre consultation des membres du syndicat.

Dans cet éclatement complet de négociations locales le patronat de l'automobile espère isoler les syndicats locaux militants, les jouer les uns contre les autres, encourager la concurrence "à cou-

teaux tirés" entre eux pour garantir des concessions à l'entreprise et en obtenir pour eux-mêmes. Ceux qui refuseraient d'accepter des conditions de travail plus "restrictives" pourraient voir la charge de travail transférée vers des ateliers plus "raisonnables".

L'héritage perdu de l'UAW-CIO

Ces accords sont un nouvel étalon de mesure du degré de dégénérescence de l'UAW par rapport à ses buts et à son caractère originels. L'UAW était le fer de lance du CIO (1) lors de sa montée dans les années 30. Pendant cette période le combat du CIO fut plus qu'une lutte pour des problèmes de pain et de bifteck ; c'était un mouvement social large en même temps qu'une organisation syndicale d'industrie très combative. Le CIO a inspiré et organisé des millions de travailleurs sans qualification, y compris les secteurs les plus opprimés, surtout les ouvriers noirs. Il bénéficiait d'un soutien dépassant largement ses propres adhérents et de l'appui d'organisations de chômeurs et d'"auxiliaires féminines" (femmes participant aux piquets en cas de grève).

A l'origine de l'UAW il y avait un effort pour créer un syndicat unique de tous les ouvriers et chercher à imposer des conditions de travail et des salaires égaux pour toute l'industrie. Il lutta de façon très combative contre toutes les formes de travail aux pièces, de primes bidon et de plans d'"encouragement" au rendement. Pendant cette période initiale l'UAW a pratiqué ce qu'on appellerait aujourd'hui un "syndicalisme d'adversaire". Il était principalement dirigé par des militants radicaux.

On parlait peu de coopération entre ouvriers et patrons durant les grèves de 1937 à Flint contre General Motors ou celles de River Rouge en 1941 contre Ford, points cruciaux de la syndicalisation de l'industrie. C'est pendant la Deuxième Guerre mondiale, sous couvert de "patriotisme" que la collaboration de classes commença à prendre prise et elle a consolidé ses positions pendant la guerre froide sous la direction de l'ex-socialiste

Walter Reuther. Sous son régime (1946-70), l'UAW, de même que le reste de la bureaucratie qui en était venue à dominer le CIO, commença à reculer sur les problèmes sociaux. La lutte pour des retraites de sécurité sociale et une assurance maladie nationale décentes fut abandonnée en faveur de retraites négociées et de plans d'assurance privés.

C'était là un grand pas en avant vers la mentalité corporatiste des syndicats traditionnels, bâissant une base pour la bureaucratie parmi une couche d'ouvriers relativement privilégiés, et coupant les ponts avec les larges secteurs de chômeurs non organisés.

Après que l'UAW ait obtenu le COLA en 1948, énorme progrès dans la protection des salaires contre les ravages de l'inflation pendant le temps d'application des conventions, Reuther put mettre en place une formule salariale qui devait durer trente ans. En retirant des négociations collectives le problème le plus important pour les travailleurs, celui des salaires, Reuther et sa bureaucratie ont démobilisé l'esprit militant combatif de l'UAW. La stabilité et la coopération croissantes entre les officiels du syndicat et les compagnies en vinrent à dominer les négociations collectives dans l'automobile pendant trois décennies.

Ce sont les patrons qui ont brisé ce cadre à la fin des années 70. Durant le long boom d'après-guerre, qui a occupé l'industrie américaine à rebâtir l'Europe et le Japon dévastés et à s'emparer des anciens marchés coloniaux des Européens, les patrons américains ont préféré jeter quelques miettes aux travailleurs en échange de la paix du travail. Le boom s'étant terminé vers la fin des années 70 et les concurrents européens et japonais ayant commencé à faire de sérieuses incursions dans le domaine de l'impérialisme américain, y compris sur le marché intérieur de l'automobile, les patrons demandèrent, et obtinrent, des concessions de la part de la bureaucratie de l'UAW.

Concessions syndicales et restructuration

L'un des avantages historiques obtenus par l'UAW était la parité des salaires et des primes chez tous les principaux constructeurs de l'automobile. Cet acquis commença à s'effriter avec les concessions faites à Chrysler, prétextant être au bord de la faillite, en 1979. Quand l'UAW céda à Chrysler sur les salaires et les congés payés, les autres constructeurs, et certains bureaucrates syndicaux locaux, demandèrent les mêmes concessions, afin d'être "compétitifs" avec Chrysler et les compagnies japonaises. Les fermetures massives d'entreprises, l'accélération de la sous-traitance et l'automatisation sont allées de pair avec les concessions sur les salaires, les heures supplémentaires, et les conditions de travail au cours des huit

1) Congress of Industrial Organizations, Confédération des syndicats d'industrie, scission de gauche de l'AFL (American Confederation of Labour - Confédération américaine du travail) en 1935. Ces deux confédérations se sont réunies en 1955.

dernières années. Des dizaines de milliers d'emplois ont été supprimés dans l'automobile. La productivité de ceux qui étaient assez heureux pour avoir conserver le leur a crû en flèche tandis que les salaires en ont pris un coup (voir graphique).

Jusqu'en 1985, les travailleurs canadiens de l'automobile étaient affiliés à l'UAW et le mot d'ordre du syndicat était "achetez nord-américain". Mais au nord de la frontière, au Canada, il y a un plus haut degré de conscience de classe et le rythme de la lutte des classes y est plus soutenu. Cela se reflète dans le fait que le parti ouvrier canadien, le Nouveau parti démocratique (NDP), est aujourd'hui en tête des sondages. La combativité des travailleurs canadiens de l'automobile a mené à des frictions croissantes entre la bureaucratie syndicale qui siège à Detroit, USA, et celle du Canada. Bob White, dirigeant canadien ne pouvait se permettre le genre de concessions exigées par Detroit.

La stratégie de négociation de la bureaucratie

Après des tentatives cousses de fil blanc pour faire passer ces concessions au travers de la gorge des travailleurs canadiens lors des négociations de la convention de 1984, White opéra une scission dans l'UAW et fonda le Syndicat canadien indépendant de l'automobile (CAW). Cette scission a conduit à l'affaiblissement du pouvoir de négociation des deux côtés de la frontière.

La scission a poussé les bureaucraties de l'UAW à mener une vendetta vindicative contre leurs frères et soeurs canadiens. On peut lire sur une dépêche parue dans le *Kansas city Star* du 5 novembre : "La convention demande à General Motors de réduire la production canadienne, et de licencier les travailleurs canadiens, en proportion directe des réductions et licenciements aux Etats-unis".

L'UAW n'a jamais cherché à affronter, en même temps, l'entièreté de l'industrie automobile. Historiquement elle a toujours utilisé l'approche du "un seul à la fois". Aujourd'hui, les contrats collectifs concernant les "trois grands" sont désynchronisés. Celui de Chrysler n'expire pas avant l'an prochain. Il y a eu beaucoup de

spéculations cette année sur la recherche par le syndicat du meilleur accord possible avec Ford, afin de pouvoir ensuite "imposer" à General Motors un accord du même type.

De nombreux observateurs de la réalité automobile pensent que l'UAW a fait la part belle à Ford en négociant d'emblée un accord acceptable par la récalcitrante GM. Et il est de fait que cette dernière firme a accepté assez promptement une convention qui est, pour l'essentiel, la même que celle de Ford.

La stratégie du "un seul à la fois" a toujours affaibli le pouvoir de négociation des travailleurs de l'automobile et imposé comme cadre ce qui était acceptable par la compagnie la plus fermée à la négociation, qu'elle soit ou non la cible officielle du syndicat.

En fait, la perspective stratégique de la bureaucratie de l'UAW n'a jamais beaucoup différé de la fameuse déclaration de l'ancien président de GM, "Engine Charlie" Wilson : "Ce qui est bon pour General Motors est bon pour les Etats-Unis". Espérant recueillir quelques gouttes échappées des énormes profits des firmes de l'automobile, les dirigeants de l'UAW de Detroit ont toujours cherché à promouvoir la bonne santé économique de leurs employeurs. Cela les a conduits à plusieurs reprises à planter le couteau dans le dos des systèmes de transports en commun, à soutenir une forte "défense nationale", en particulier ceux des projets militaires confiés aux trois grands de l'automobile, et à demander une réduction des importations de voitures japonaises.

L'ancien président de l'UAW, Doug Fraser, a été tout fier de recevoir un siège honoraire au conseil d'administration de Chrysler. Les hauts dirigeants syndicaux de ce syndicat sont partisans de la "co-participation", une forme de collaboration de classe qui est populaire dans la social-démocratie européenne. Au nom de la co-participation, les représentants des travailleurs s'assoient à côté des patrons et partagent la responsabilité de décisions qui conduisent aux licenciements, à l'accélération des cadences et au refus des augmentations de salaire.

Les dirigeants de l'UAW ont toujours été à la pointe des divers schémas tripartites qui, à partir de la Deuxième Guerre mondiale, ont eu pour objet d'amener les représentants du travail, du capital et du

"public" à promouvoir ensemble des plans concernant la production, les politiques fiscale et monétaire, les quotas des échanges commerciaux et les restrictions de salaire. A l'heure actuelle les patrons n'ont pas besoin de tels montages, mais l'UAW se tient toujours prêt, pour le cas où.

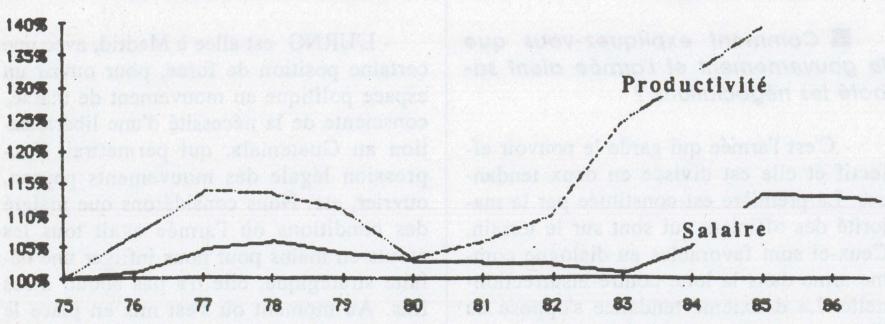
Pour une politique de lutte de classe !

Les travailleurs de l'automobile ont un besoin impérieux de sauver leur syndicat du cours désastreux emprunté par la bureaucratie. Pour qu'un véritable syndicat existe, le préalable est un retour à la reconnaissance de la réalité de la lutte de classe. Les intérêts des entreprises et ceux des travailleurs, loin d'être complémentaires, sont irrévocablement opposés. Toutes les formes de coopération ou de co-participation doivent être remplacées par la défense militante des acquis du passé et la recherche active d'améliorations dans le domaine des salaires, des horaires, des primes, des conditions de travail et d'une véritable sécurité de l'emploi.

La nécessité d'un retour aux perspectives sociales qui ont marqué la montée orageuse de l'UAW-CIO se fait aussi cruellement sentir. La négociation collective est loin d'être passée de mode, on peut et on doit lutter pour que des mesures réelles sur la réduction du temps de travail, la limitation des heures supplémentaires, etc., soient incluses dans les accords signés, afin de protéger et de créer des emplois. Les travailleurs de l'automobile et tous les travailleurs organisés doivent faire disparaître la distance et la suspicion qui en sont venues à les séparer des secteurs inorganisés, ou sans travail, de la classe ouvrière.

L'UAW, et tous les travailleurs organisés, doivent développer un plan de création et de sauvegarde d'emplois, pas seulement pour ceux de ses membres qui cotisent, mais pour tous les travailleurs. Une législation sociale pour une semaine de travail plus courte, sans réduction de salaire, des programmes massifs de travaux d'utilité publique, telles sont les revendications qui doivent remplacer les demandes réactionnaires de suppression des importations. Le CIO rallierait une fois encore, avec une telle perspective, le soutien de millions de travailleurs, comme il avait su le faire pendant sa période initiale.

Bien évidemment, un tel projet signifierait une rupture politique de la bureaucratie d'avec les "amis du travail" du Parti démocrate. L'un des aspects négatifs de la montée du CIO a été la mainmise politique d'un Parti démocrate se réclamant du *New Deal*. Les démocrates se sont appropriés beaucoup de rhétorique sociale mais ont dévoyé la plupart des programmes sociaux soutenus par les travailleurs. Une fois encore, la nécessité d'un parti des travailleurs, pendant longtemps objectif officiel de l'UAW, montre sa pertinence. ■



Productivité du travail aux Etats-Unis dans l'industrie automobile et évolution du salaire d'un ouvrier de chez Ford. (Base 100% en 1975).

Après Esquipulas

Interview de l'URNG

L'ACCORD D'ESQUIPULAS, signé en août dernier par les cinq Présidents d'Amérique centrale est au point mort malgré la rencontre qui a, de nouveau, réuni ces cinq chefs d'Etat les 16 et 17 janvier derniers à San-José, au Costa Rica.

Inprecor a rencontré Belisario et Gerardo Escalana représentants en Europe de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG). Crée en 1982, l'URNG est actuellement composée de trois organisations : l'Armée de guérilla des pauvres (EGP), les Forces armées rebelles (FAR) et l'Organisation révolutionnaire du peuple en arme (ORPA).

■ INPRECOR : Quelle est votre évaluation des accords d'Esquipulas II ?

- Dès le 7 août 1987, le Commandement général de l'URNG publiait une déclaration soulignant le caractère positif de cet accord. Positif parce qu'il rejette l'ultimatum de l'administration Reagan. C'est particulièrement important pour les révolutionnaires guatémaltèques car il faut se rappeler qu'en 1954, l'intervention américaine pour renverser le régime Arbenz avait été couverte par l'Organisation des Etats américains (OEA). L'accord d'Esquipulas rend illégitime toute intervention US dans la région. Evidemment ce document ne comporte pas de critique explicite de la politique des Etats-Unis.

■ Depuis quand l'URNG propose-t-elle le dialogue ?

- L'accession au pouvoir de Vinicio Cerezo, premier Président civil après 32 ans de dictature militaire, date du début 1986. Notre proposition de dialogue remonte au voyage que Cerezo a effectué en Espagne, cela après son élection. Celui-ci, à cette occasion, sous la pression des journalistes et des secteurs politiques avait déclaré qu'il était favorable à l'ouverture d'un dialogue. Par contre, le ministre de la Défense, le général Gramajo, s'y opposa immédiatement et publiquement. A son retour au Guatemala, Cerezo se rétracta et déclara qu'un dialogue pourrait avoir lieu quand la guérilla déposerait les armes. Le 7 février 1987, date du 5e anniversaire de l'URNG celle-ci réaffirma sa volonté de dialogue. Il a fallu attendre juillet 1987 pour que les premiers contacts secrets aient lieu. Le 18 juillet, l'URNG avait à nouveau proposé un dialogue public ne se limitant pas à l'URNG et au gouvernement. Ces contacts se sont poursuivis après la signature de l'accord d'Esquipulas et ont donné lieu à une première réunion officielle entre délégations

de l'URNG et du gouvernement, début octobre 1987, à Madrid. L'URNG s'est présentée à Madrid avec une proposition d'ensemble visant à assurer un espace politique au mouvement populaire et à humaniser la guerre. Dès le début de la rencontre, l'URNG a constaté que le gouvernement n'avait pas tenu ses engagements. Il n'a pas publié le communiqué antérieurement signé par les deux parties. Deuxièmement, alors que l'URNG décrétait un cessez-le-feu du 2 au 11 octobre, l'armée lançait de son côté une offensive militaire dans le Quiché et à Sololà. Troisièmement, le gouvernement, par voie de presse, et avant la rencontre, a affirmé sa volonté de voir la guérilla déposer les armes avant d'entamer de véritables pourparlers. Enfin, la délégation gouvernementale n'était pas suffisamment représentative ; il y avait bien le vice-président de l'Assemblée nationale, mais pas de ministres. De plus, quatre officiers guatémaltèques assistaient aux pourparlers sans avoir décliné leur identité et leur grade exact. La délégation gouvernementale n'avait pas de mandat pour prendre des décisions. Malgré cela, l'URNG a décidé de ne pas claquer la porte ; elle a donc préféré la souplesse car elle refuse d'être présentée au Guatemala et sur la scène internationale comme responsable de la non-ouverture d'un dialogue.

■ Comment expliquez-vous que le gouvernement et l'armée aient saboté les négociations ?

- C'est l'armée qui garde le pouvoir effectif et elle est divisée en deux tendances. La première est constituée par la majorité des officiers qui sont sur le terrain. Ceux-ci sont favorables au dialogue comme arme dans la lutte contre-insurrectionnelle. La deuxième tendance s'oppose au dialogue car elle considère que l'ouverture de celui-ci favoriserait la guérilla en lui conférant une reconnaissance politique.

■ Quel est le projet politique dominant au sein de l'armée ?

- Pour comprendre l'apparition de deux tendances au sein de l'armée, après la signature des accords d'Esquipulas II, il faut analyser les conférences données par l'armée les 12 et 15 août 1987. C'est alors que l'armée mit en avant la nécessité d'un nouveau consensus national.

Pour la première fois, lors de la conférence intitulée "27 années de lutte contre la subversion", l'armée reconnaît que l'aspect militaire de la lutte contre-révolutionnaire n'est qu'un des éléments de sa stratégie et qu'il atteint certaines limites. Elle appelle les entrepreneurs guatémaltèques, les partis et les syndicats, mais surtout les entrepreneurs, à réaliser une grande alliance avec elle pour créer des conditions politiques permettant le triomphe militaire contre les révolutionnaires. Donc, les militaires considèrent eux-mêmes, qu'on ne pourra pas enlever aux révolutionnaires leur base sociale, tant que la situation socio-économique du pays reste en crise. Dès lors, l'armée exige des entrepreneurs guatémaltèques qu'ils investissent davantage, qu'ils payent de meilleurs salaires, qu'ils développent l'infrastrucuture économique du pays.

L'armée guatémaltèque voudrait mettre en place un système aligné sur le modèle de Taïwan, c'est-à-dire, une institution armée très forte combinée à un système de concertation avec la classe possédante et les partis politiques.

Ce qu'il y a de nouveau là-dedans, c'est que l'armée reconnaît son impuissance militaire par rapport à l'URNG.

D'un autre côté, cette position ne vise pas à chercher une solution politique au conflit. L'objectif est donc bien de maintenir le statu quo militaire sans réaliser de réformes.

Et, de fait, les contradictions qui sont apparues entre le gouvernement démocrate chrétien et le patronat, regroupé dans le Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF), en ce qui concerne la réforme des impôts, ont abouti à ce que le CACIF obtienne l'assurance qu'il n'y aura ni réforme bancaire, ni réforme de la production et de la commercialisation sucrière, ni réforme agraire.

■ Quelle est la situation du mouvement révolutionnaire ?

- L'URNG est allée à Madrid, avec une certaine position de force, pour ouvrir un espace politique au mouvement de masse, consciente de la nécessité d'une libéralisation au Guatemala, qui permettrait l'expression légale des mouvements paysan, ouvrier, etc. Nous considérons que malgré des conditions où l'armée avait tous les atouts en mains pour nous infliger une défaite stratégique, elle n'a pas abouti à ses fins. Au moment où s'est mis en place le gouvernement civil, quelques années après que des coups très durs furent portés au mouvement révolutionnaire et au mouve-

ment de masse, alors qu'il disposait d'un appui international sans limites, concrétisé notamment, par la reprise de l'aide militaire américaine, l'armée n'a pas su combiner ces différents éléments pour nous vaincre. Suppression de 440 communautés, assassinat de 120 000 personnes, déplacement d'un million d'habitants, 38 000 disparus et 200 000 réfugiés au Mexique, Belize, Honduras, voilà le bilan de l'armée.

Non seulement, nous avons réussi à répondre à toutes les offensives militaires en 1986-1987, mais, de plus, nous avons consolidé notre base stratégique. Le nombre de nos guérilleros a augmenté (ils sont 3 500), nous agissons maintenant dans 9 des 22 départements, ceux qui sont les plus peuplés ; nous avons développé notre activité politique ; nous avons lancé depuis le 22 mai une radio : *Voz popular*. Avec cette radio, nous sommes arrivés à rompre le mur du silence que l'armée avait réussi à édifier. Depuis le début du dialogue, nous avons augmenté notre pression militaire. L'armée y fait face avec des bombardements massifs contre la population civile. L'activité militaire de l'URNG consiste en embuscades, occupations de villages, arrêts de la circulation sur les routes, meetings politiques, actes de sabotage, attaques de postes militaires fixes. L'URNG, depuis 1985, s'est fixée deux objectifs :

1) progresser militairement ;
2) chercher une convergence avec les mouvements sociaux. Avec la proposition de dialogue, nous réussissons à converger politiquement vers des secteurs chrétiens, ouvriers, paysans, avec une partie des classes moyennes et avec le secteur qui se bat pour les droits de l'Homme.

■ Vous dites que vous cherchez la convergence avec les mouvements populaires. Cela veut-il dire qu'avant, il n'y avait pas un effort aussi important en ce sens de la part de l'URNG ? Ou bien, cela veut-il dire simplement que les conditions objectives du mouvement de masse ne le permettaient pas ?

- Tu donnes la réponse correcte dans ta deuxième question. La répression massive de 1981-1982 avait entraîné la désarticu-

lation du mouvement de masse et l'URNG avait dès lors perdu une partie importante de son influence politique. Elle s'est vue obligée d'opérer un repli tactique pour réaccumuler une base stratégique. Mais il y a eu aussi des erreurs et il a fallu les corriger.

Toute convergence politique nécessite une prise de position correcte de la part des révolutionnaires. A notre niveau, cela a impliqué une unification des points de vue politiques entre les différentes composantes de l'URNG. Les progrès, de ce point de vue, se sont réalisés en 1985-1987, si bien que, maintenant, nous considérons avoir repris l'initiative politique, mais pas encore l'initiative militaire.

■ Peux-tu expliquer ces erreurs qu'il fallait corriger ?

- L'URNG a dû analyser le pourquoi de son repli. Elle avait sous-estimé la faculté de recomposition de l'armée guatémaltèque à une époque où l'appareil de domination semblait en pleine crise (l'époque de Lucas Garcia, élu Président en 1979). L'URNG n'a pas été capable de prévoir le coup d'Etat du général Rios Montt en 1982, suivi d'une politique d'affrontement tant avec l'URNG qu'avec le mouvement de masse. Deuxièmement, l'URNG devait redéfinir ses rapports avec le mouvement de masse. Cette période de redéfinition et d'analyse des erreurs a donné lieu entre 1982 et 1984 à une crise de la gauche révolutionnaire qui s'est manifestée par des scissions.

■ Aujourd'hui, vous cherchez une convergence avec les organisations de masse plutôt qu'un contrôle de celles-ci ?

- Les organisations de masse doivent avoir leur autonomie. La capacité des révolutionnaires à contribuer à ouvrir un espace politique pour les masses, est capitale.

Dans cette relation avec les masses et le mouvement populaire organisé, l'URNG est très attentive à éviter une radicalisation prématurée des organisations de masse. La direction syndicale partage cette démarche. Ce n'est pas facile. Nous avons entendu des déclarations correctes de la nouvelle génération des dirigeants syndicaux qui montrent qu'ils veulent aller lentement, progressivement, ne pas se laisser déborder par la masse dans des actions qui ne peuvent pas aboutir à des succès.

Il faut tenir compte du fait que la classe ouvrière guatémaltèque est encore très peu syndicalisée. Il faut donc progresser à ce niveau-là. Signes positifs en ce sens : la création récente du Comité des Syndicats Unis (COSU) qui comprend entre autre l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (Unsitragua, la nouvelle centrale de gauche indépendante, ndlr), et la Confédération générale des travailleurs guatémaltèques (CGTG) de tendance démocrate chrétienne. Cette coordination in-

dique que la base sociale organisée de Víctor Cerezo est en train de s'effriter.

Les signes de radicalisation ne manquent pas. Au printemps 1987, la longue grève des travailleurs des Services publics a été un coup très dur pour la Démocratie chrétienne. Cette grève était importante parce que ce secteur des travailleurs était considéré par la Démocratie chrétienne comme lui étant favorable et relativement privilégié par rapport aux autres. A cela s'ajoutent les possibilités d'explosion sociale cycliques contre l'augmentation du prix des transports, la question de la terre.

■ Que se passe-t-il avec les paysans ? La personnalité du padre Giron qui a relancé le mouvement paysan est fort controversée. On ne constate pas de convergence entre le mouvement paysan et le mouvement urbain populaire comme au Salvador.

- C'est vrai. Il faut savoir qu'au Salvador, le degré de prolétarisation des paysans est beaucoup plus avancé. En plus, la radicalisation des luttes sociales y est aussi plus forte. Dans le cas guatémaltèque, l'URNG reconnaît que le mouvement du padre Giron a contribué à briser le tabou de la réforme agraire (voir *Inprecor* numéro 226 du 29 septembre 1986).

Le mouvement du padre Giron, créé début 1986, n'a pas le monopole de l'organisation des paysans. Actuellement, il y a onze mouvements paysans. De plus, le Comité d'unité paysanne (CUC) a repris de l'importance. Leur lutte ne peut que s'amplifier et se radicaliser car les propriétaires fonciers, la bourgeoisie agro-exportatrice, refusent toute réforme agraire.

■ Une scission du Parti guatémaltèque du travail (PGT, parti communiste, ndlr) faisait partie de l'URNG à sa création en 1982. Depuis deux ans, ce n'est plus le cas. Peux-tu donner une explication ?

- Premièrement, le PGT est divisé. Il est préférable qu'il se réunifie avant de rentrer dans l'URNG. Le processus de réunification semble en bonne voie si l'on en juge par le document récent établi par les deux fractions à l'occasion du 37e anniversaire du PGT. De plus, dans ce document, les deux fractions du PGT reconnaissent l'URNG comme l'avant-garde de la révolution.

Deuxièmement, les trois organisations qui composent l'URNG (l'ORPA, l'EGP et les FAR) sont des organisations politico-militaires, l'URNG est une réalité politico-militaire. Et, jusqu'à présent, aucune des "branches" du PGT ne faisait un travail politico-militaire. La situation est aussi en train de changer de ce côté. En effet, le PGT a réalisé certaines actions politico-militaires ces derniers mois (occupation de l'Université le 2 octobre ; récupération d'armes, ...).

Propos recueillis par Arnold BERTHU,
Novembre 1987.



DEPUIS DES décennies, l'Union soviétique et les pays de l'Est sont présentés à l'Ouest sous des couleurs noires, au mieux grises. Influencés par les visions orwelliennes et les témoignages de Soljénitsyne, les journalistes occidentaux ont été tentés, surtout après les interventions soviétiques en Tchécoslovaquie en 1968 et en Afghanistan en 1979, de présenter le système soviétique comme agressif par essence, de prouver sa nature expansionniste. Le totalitarisme, ce pouvoir de l'Etat déshumanisé visant à absorber et dominer toute la vie sociale, domination à laquelle rien et nul n'échappe, est devenu le cadre d'analyse de la plupart des travaux consacrés à l'Europe de l'Est. Les concepts conservateurs (1) sont la manifestation d'un effort pour prouver l'existence d'un dénominateur commun entre le totalitarisme de type soviétique et celui de type nazi, voire leur identité. Nous pensons qu'il est légitime de refuser ce type de concepts de droite, car ils poursuivent une fin bien précise, l'apologie des rapports de production capitalistes et de la démocratie bourgeoise. Certains auteurs en conviennent d'ailleurs volontiers. Cependant, le simple refus de cette approche est insuffisant. Il l'est déjà pour ceux qui font l'expérience de la démocratie bourgeoise, tout en étant, pour ce qui est du régime soviétique, influencés dans leurs opinions par une avalanche d'informations de seconde main, voire par une franche désinformation. Mais le rejet pur et simple de cette approche est insuffisant pour les gens d'Europe de l'Est qui souffrent d'un réel manque d'information, ce qui les conduit à analyser schématiquement, non seulement la réalité occidentale, mais également les causes profondes des phénomènes régissant leur vie sociale quotidienne.

Deux systèmes différents

Notre travail ne peut, ni ne veut, essayer de démontrer qu'il ne faut pas chercher, dans le marxisme-léninisme, l'origine de l'état actuel - fort déplaisant - des sociétés est-européennes. Cette idéologie, pas plus qu'une autre n'en est la cause. Ensuite, nous n'avons pas l'intention de démontrer ici, que le présumé caractère expansionniste du système soviétique, ne serait pas l'héritage logique de l'idée de la "révolution mondiale" mais qu'au contraire, son indéniable agressivité est plutôt la conséquence de sa perte d'initiative et de sa faiblesse. Nous n'entendons pas non plus démontrer ici, que sa tendance totalitaire - c'est-à-dire cette tendance au contrôle absolu et à la domination sur tout et tous - s'amoindrit progressivement depuis les années cinquante, ni qu'il existe des normes juridiques, bonnes et mauvaises pour les dominés, que le pouvoir politique s'efforcerait de plus en plus souvent de respecter ; ni que le parallèle fait entre le nazisme et le système dans lequel nous vivons n'a pas de sens. S'il n'en a pas c'est parce que les racines historiques, les causes économiques, et les caractéristiques

politiques de ces deux systèmes sont d'ordre différent, comme le sont leurs manifestations, leurs aspirations, leurs crimes et la vie de ceux qui subissent ces deux types de régime.

Ce travail se veut une esquisse de l'évolution politique de la Tchécoslovaquie dans ces derniers mois. Nous espérons ainsi dégager un certain nombre de faits pouvant contribuer à une meilleure appréhension de notre partie du monde.

Les illusions

de "l'effet Gorbachev"

L'image de la grisaille totalitaire noyant les pays du bloc soviétique, s'est quelque peu modifiée depuis l'arrivée de Gorbachev au pouvoir. La plupart des commentateurs, mais aussi des hommes politiques et des hommes d'Etat, ont accueilli les discours de Gorbachev et les quelques changements intervenus en URSS, avec une satisfaction telle, qu'ils ont fait naître chez une partie de l'opinion publique, des illusions quant aux capacités du système soviétique à se transformer graduellement en société démocratiquement organisée. Ce virage à 180°, même s'il n'est pas général et s'accompagne de réserves, a finalement, les mêmes conséquences que la bonne vieille approche de droite faisant du totalitarisme soviétique l'incarnation du Mal. Hier, tout était à rejeter ; la société soviétique et celle des autres pays de l'Est étaient toutes mises au pas par le pouvoir étatique ; le droit était supprimé ; les droits de l'Homme et les libertés démocratiques brillaient par leur absence. Rien ne justifiait donc de s'intéresser aux détails, d'étudier de près le mécanisme complexe du pouvoir et du système politique, de chercher des alliés potentiels dans ces pays, de différencier les revendications. Tout était gris, hostile, méchant.

Et aujourd'hui, comme par miracle, les choses prennent la bonne direction. Les réformes de Gorbachev progressent et s'imposent tôt ou tard. Dans ces conditions, mettre l'accent sur les revendications des droits de l'Homme ou soutenir l'opposition démocratique - ce qui nécessiterait une connaissance approfondie de structures politiques, sociales et culturelles complexes et donc, des études de fond - pourrait même, à la limite, faire du tort à l'entreprise Gorbachev, l'affaiblir, aggraver sa position déjà instable. Ou bien, dans la même optique, souligner la convergence des deux systèmes vers une société démocratique pourrait discréditer Gorbachev aux yeux des conservateurs soviétiques influents, prenant tout cela

1) Le terme "conservateur" est employé dans le présent article à un double sens, d'une part dans le sens politico-philosophique habituellement utilisé en Occident, d'autre part, pour désigner le groupe de dogmatiques, partisans d'une ligne "dure" au sein du Parti communiste. L'auteur trouve ce double emploi justifié non seulement par le fait qu'il trouve ces deux positions très proches, mais aussi à cause de la mentalité commune à tous leurs partisans : une vision en noir et blanc du monde, même si les signes changent selon les uns et les autres. L'aimable lecteur comprendra sûrement selon le contexte, de quel groupe il s'agit. (P.U.)



**JANVIER 1968 : Alexandre Dubcek
du Parti communiste tchèque
Printemps de Prague. Avril 1969
Entre ces deux dates, le 21 août 1968
entraient en Tchécoslovaquie,
la "normalisation". Milos Jakeš,
général du PCT en décembre de
fut vice-ministre de l'Intérieur jusqu'à
opposants à la libéralisation
il devient le président de la commu-
titre qu'il contribua activement à
de milliers de militants, ayant per-
Prague. Avec lui, c'est vraiment à
devrait se mettre à l'heure de
La Tchécoslovaquie n'est pas l'URSS.
"Nous avons tiré les leçons de 1968
genre de reculs". Les mouvements
longue date dans ce pays, le p-
voilà 11 ans. De vigoureux dé-
L'attitude à adopter vis-à-vis de
en est au centre depuis deux ans.
qui - dans et hors la Charte -
et perestroïka et c-
à Gorbachev. (Voir interview de
présent, ces appels d'offre n'ont pas
agressive du côté de
Le point de vue de Petr Uhl, mar-
Charte et du Comité de défe-
emprisonnées (VONS), rédac-
Charte, est tout différent. Nous pub-
travaux, paru initialement dans
rétrospective du Printemps de
- ou pas - avec la perestroïka
à la Charte 77 et sur le devenir de
Petr**

**Réformer
ou
démocratiser**

remplace Antonin Novotny à la tête acte de naissance officiel du Gustav Husak remplace Dubcek. 68, les troupes du Pacte de Varsovie emmenant dans leurs bagages s qui a été nommé secrétaire hier - Husak prenant sa retraite - u'en 1967 et l'un des plus virulents n de 1968. De 1969 à 1977, sion de contrôle du Parti. C'est à ce epurer le PCT de quelques centaines ou prou participé au Printemps de petite vitesse que la Tchécoslovaquie a perestroïka et de la glasnost . Comme le déclarait Jakès lui-même -1969, et nous savons où mènent ce civiques indépendants existent de incipal étant la Charte 77 créée pats traversent ce mouvement. e la politique gorbatchevienne, Nombreux sont les ex-communistes identifient Printemps de Prague apportent leur soutien Dubcek à L'Unita page 26) Jusqu'à rencontré qu'une fin de non-recevoir hèque et soviétique. liste révolutionnaire, membre de la nse des personnes injustement public d'Infoch, le bulletin de la ions ici, l'un de ses plus importants ns Inprecor tchèque, analyse Prague et de ses ressemblances réflexion sur le rôle qui échoit de l'opposition en Tchécoslovaquie.

UHL

d'en haut
U...
r d'en bas ?

comme une preuve de sa volonté de "pacifier" avec les capitalistes.

Cette démarche nous amène aux mêmes conséquences que le point de vue précédent : aujourd'hui comme hier, il n'est nul besoin de s'intéresser de trop près aux nuances et aux problèmes de l'URSS et de l'Europe de l'Est.

Mais les concepts commodes sont rarement les meilleurs. En réalité, la question ne se pose pas en termes de totalitarisme ou réforme, car l'un comme l'autre ne sont qu'illusions nourries par manque d'information ou *a priori* politique.

Même un homme connu par ailleurs pour son extraordinaire perspicacité, Zdenek Mlynar, ancien secrétaire du Comité central du Parti lors du Printemps de Prague, n'a pas su éviter le piège de ce dilemme. Tout en rejetant la vision de droite du totalitarisme soviétique, c'est lui qui propose comme seule alternative possible, l'idée d'une capacité d'auto-réforme du système soviétique. Il fonde cette idée sur une analyse de la situation soviétique actuelle au plan politique, économique et culturel. Bien qu'il soit exilé en Autriche depuis 1977, Zdenek Mlynar est très représentatif du milieu des ex-communistes, c'est-à-dire des gens exclus du Parti après 1968, il est le porte-parole d'une partie de ce milieu. Pour commencer, nous allons examiner comment ce milieu-là interprète la politique de Gorbatchev.

Réhabiliter une conception réformiste

Tout d'abord, il faut souligner que pour les communistes exclus, notamment s'ils avaient occupé des postes importants avant 1970 et s'étaient engagés plus avant dans les années 68-69 comme soi-disant "progressistes", l'évolution soviétique actuelle représente un certain espoir personnel. C'est humain et c'est compréhensible. Bien évidemment, la plupart d'entre eux ne nourrit plus guère d'espoirs de "réintégrer" (pour reprendre leurs termes) les structures du pouvoir. Pourtant, ils espèrent au moins voir réhabilitée leur conception réformiste. Les ressemblances entre le Printemps de Prague et l'évolution que connaît l'URSS, leur apparaissent comme sautant aux yeux. Ce n'est qu'avec réticences qu'ils admettent que la situation sociale, politique, économique de l'URSS est très différente de celle de la Tchécoslovaquie non seulement d'aujourd'hui, mais aussi des années soixante. Ils ne saisissent qu'un seul aspect de ces différences, le retard de l'Union soviétique au plan technologique et social, dans le domaine des traditions démocratiques, etc. Par conséquent, ils sont incapables d'expliquer le fait, qui d'ailleurs échappe même à une partie d'entre eux comme à la majorité de la population tchècoslovaque, que les réformes de Gorbatchev ne rencontrent qu'un faible appui dans la population soviétique, que l'intelligentsia seule les accueille avec enthousiasme alors que les ouvriers et d'autres couches de la population soviétique, restent indifférents, voire

hostiles. Il est difficile de discuter avec les ex-membres du Parti, notamment à cause d'une certaine confusion de langage : les termes comme réforme, démocratie ou autogestion prennent diverses significations selon les participants à la discussion.

Des analogies trompeuses

Le problème des débats sur les affinités entre le Printemps de Prague et les changements en cours en URSS, provient probablement d'une estimation différente du processus tchècoslovaque en 1968, et plus précisément 68-69. Les partisans de l'affinité, voire de la ressemblance globale, considère l'évolution de la Tchécoslovaquie dans ces années là, comme un simple processus de réforme, c'est-à-dire comme un processus de changements politiques positifs, mais aussi culturels, sociaux, et partiellement économiques, imposés, ou du moins tolérés, par la direction du Parti avec Alexandre Dubcek à tête. Il s'agissait de changements politiques ayant rencontré un écho positif auprès de la population, permettant d'ouvrir à cette dernière, la voie de l'initiative et de l'activité.

Il serait pourtant plus exact de dire, même si cette approche reste elle-aussi forcément schématique, que la Tchécoslovaquie de 1968 a connu deux processus parallèles se conditionnant et se complétant mutuellement, mais qui poursuivaient deux objectifs distincts et dont les protagonistes étaient des forces sociales et politiques différentes.

Le premier processus était l'œuvre du Parti communiste, notamment de sa direction, d'une partie de son appareil, des intellectuels communistes et, dans une moindre mesure, de la base du Parti. Il s'agissait effectivement d'un processus de réforme, fruit de la période 1963-1967, moins connue parce que moins spectaculaire que les bouleversements des années 1968-1969. Pourtant, les années soixante furent témoins de changements sociaux importants auxquels se résignèrent finalement, après de longues hésitations, la direction du Parti avec Novotny à sa tête, et le gouvernement Lénart (Président de la République - ndlr). Le Code du travail fut modifié au bénéfice des travailleurs ; les voyages à l'étranger se libéralisèrent ; les échanges d'information au niveau international furent plus aisés ; les limitations en matière d'emploi et d'études supprimées ; les anciens prisonniers politiques progressivement libérés et réabilités au plan juridique et civique. Bref, la vie devenait plus libre. Le pays a connu une libéralisation, au sens politique du terme, lente certes, mais évidente et sans drames, résultant du dégel international de la fin de la guerre froide et, bien sûr, des changements intervenus en URSS sous Khrouchtchev qui ont eu un impact sur l'évolution de la Tchécoslovaquie, bien après la destitution de leur inspirateur.

A l'intérieur du pays, cette libéralisation est à mettre au compte des forces qui s'évertuaient à lui ouvrir la voie : intellec-



tuels, écrivains, étudiants en partie. Mais dans l'appareil du Parti et de l'Etat existaient aussi des partisans relatifs de ces réformes : l'économie exigeait des changements. On peut avec raison tracer un parallèle entre ce processus réformiste de libéralisation et l'évolution soviétique actuelle, malgré bien des différences. Parmi les plus importantes, on relèvera la stagnation économique que connaît l'Union soviétique, plus prononcée que les distorsions dont souffrait l'économie tchécoslovaque de l'époque. On peut y ajouter les lourdes conséquences de plusieurs décentres de cruauté stalinienne qui ont réussi à étouffer, dans une grande mesure, la continuité historique des traditions démocratiques russes, baltes, caucasiennes, etc., et notamment les traditions d'auto-organisation populaire qui s'étaient développées en 1917 et les années qui ont juste suivi.

"Le despotisme éclairé"

Une autre différence existe aussi dans l'orientation générale et le rythme de ces deux tentatives réformistes. Alors qu'en Tchécoslovaquie, des changements lents avaient amoindri la rigidité bureaucratique dans la vie quotidienne de différents groupes sociaux, le "despotisme éclairé", en URSS, met l'accent sur l'intensification du travail, la discipline et l'ordre, ce qui est loin d'être populaire. Voilà pourquoi nous avons des différences de taille entre les réactions des populations respectives. Tandis que la population soviétique, dans son ensemble, considère les changements introduits par la *glasnost* - plus d'informations vraies et abolition des blocages bureaucratiques dans le domaine culturel en général - comme n'étant pas essentiels, et suit avec réserve, voire hostilité, les changements dus à la *perestroïka* dans le domaine économique, et partiellement politique, la population tchécoslovaque des années soixante était beaucoup plus favorable aux efforts réformistes du Parti communiste. Elle avait volontiers accepté les "cadeaux" qu'on lui accordait alors en

matière de justice et de liberté ; elle suivait avec une relative sympathie la volonté d'introduire des formes moins rigides de travail et de gestion.

La crise politique qui a secoué la direction du Parti à la fin de 1967 et au début de 1968, a non seulement accéléré le processus de réformes, mais l'a modifié qualitativement car un autre processus, celui "d'en bas", prenait progressivement le dessus. De plus en plus nombreux étaient ceux, d'abord étudiants et intellectuels, puis jeunes en général, cadres techniques, fonctionnaires syndicaux et finalement aussi ouvriers, qui rejoignaient le mouvement démocratique s'amplifiant, et dont les objectifs n'étaient plus des réformes, c'est-à-dire des changements *fonctionnels* du système, comme sa modernisation, son efficacité, ou le simple affaiblissement des barrières bureaucratiques rigides qui enfermaient la société. Le but était désormais des changements *structuraux*, visant de plus en plus nettement une transformation complète du régime, pour construire une société pluraliste, un régime démocratique. Le fait est indéniable malgré la formulation assez vague des concepts de l'époque, malgré les différences existant entre les conceptions technocratiques (le pouvoir du *management*, une autogestion purement économique assurant la "participation" des travailleurs à la gestion de l'entreprise ou, au moins, un certain contrôle ouvrier) et les conceptions autogestionnaires.

Une base populaire

Cela reste indéniable bien que le processus démocratique, resté en germe, se soit paradoxalement accéléré quand il était trop tard, c'est-à-dire après le 21 août 1968. L'essentiel demeure sa base réellement populaire et qu'il ait attiré à lui les couches les plus larges de travailleurs. Même si des millions de protagonistes de cet événement ont vécu et compris leur auto-organisation comme l'expression de leur soutien à la direction Dubcek et, à

quelques exceptions près, ne distinguaient pas leurs intérêts, aspirations et objectifs de ceux de la direction du Parti, cela n'est en rien décisif. Cette direction, de concert avec un appareil du Parti lui-même très différencié, non seulement divisé entre "réformistes" et "conservateurs", mais formant une constellation complexe de forces politiques et de tendances au gré des circonstances, a poursuivi sa ligne réformiste originelle. Elle l'a continuellement modifiée tout au long de 1968, jusqu'à l'intervention soviétique, soumise qu'elle était à la forte pression venant "d'en bas" et à celle, non moins forte, venue de la bureaucratie internationale avec Brejnev à sa tête, et celle des conservateurs autochtones. Mais pour les dirigeants communistes, les réformes visaient toujours à renforcer le système en place et à empêcher le développement d'une organisation sociale démocratique, objectif des initiatives chaque jour plus audacieuses de la base. Voilà pourquoi cette même approche réformiste, qui avait si bien assaini le climat social du pays et amélioré les conditions de vie de la population dans les années 1963-1967, s'est transformée en frein au printemps 1968, un frein réellement efficace contre une véritable démocratisation du pays, à cause des illusions ainsi répandues.

Qu'est-ce-que la démocratie ?

Cela fut évident après l'intervention soviétique, dans la période d'août 1968 à avril 1969, où la direction du Parti se réclamait encore de la politique réformiste, tout en s'orientant déjà vers les reculs et la "normalisation" (entendez, reprise en main bureaucratique), accompagnés de vagues de répression en dehors de tout cadre légal. Finalement, ce que la répression n'a pas su faire, le passage relativement réussi à une "société de consommation", la corruption d'une partie de la population et une démoralisation généralisée l'ont accompli.

Quand on utilise le terme démocratie, il est nécessaire d'en éclairer le sens. Dans les conditions de la Tchécoslovaquie et des autres pays de l'Est, il faut le comprendre comme un programme dont la formulation peut avoir, contrairement à l'Europe de l'Ouest, par exemple, une portée révolutionnaire. Mais il est indispensable de définir ce que l'on entend par démocratie, sinon les gens peuvent interpréter toute libéralisation, toute amélioration, comme autant de signes d'une démocratisation. Or, on ne peut désigner comme démocratie qu'un régime politique qui garantisse institutionnellement le pluralisme d'opinions, exigeant même le développement de ce pluralisme, qu'il soit politique, philosophique, religieux, culturel, etc. ; qui garantisse institutionnellement, juridiquement et sans appel, aux diverses opinions, programmes et projets s'exprimant, l'accès à une discussion libre, à la publicité, bref, à une réelle compétition pour gagner des sympathisants ; qui ga-

rantisso institutionnellement à chacun la liberté de choisir tel programme ou opinion ou tel autre, et le pouvoir de les influencer ; qui assure à la majorité la possibilité de choisir un projet parmi d'autres, et à la minorité la possibilité de le critiquer, tout en essayant de convaincre la majorité de modifier ce choix. Sur le fond, la démocratie n'est pas nécessairement liée à l'existence de partis politiques, et encore moins à l'existence de partis dont les dirigeants, avec leur politique politique, n'ont pour seul but que l'exercice du pouvoir, seuls ou en coalition avec d'autres. Il est toutefois difficile d'imaginer un régime démocratique sans l'existence de centres d'idées présentant et corrigeant sans cesse leurs programmes, conceptions et propositions. Le terme traditionnel de "parti politique", pour ce type de centres et leurs adhérents, fonctionnant sur la base de la démocratie interne, à l'inverse des partis communistes traditionnels, demeure tout à fait acceptable dans les conditions qui régissent les sociétés est-européennes.

NOMBREUSES sont les preuves du caractère anti-démocratique de la tentative faite par la direction communiste en 1968 : la discussion autour de l'abolition de la censure et les tentatives de la restaurer, ne serait-ce qu'en partie, la controverse sur la social-démocratie, les pseudo-ouvertures du Programme d'action (2) qui n'en maintenaient pas moins le rôle dirigeant du Parti, etc. Il faut encore mentionner que cette direction a continué à cacher la situation réelle, par exemple le danger soviétique qu'elle connaissait nécessairement.

Améliorer le système ou le dépasser

Certes, beaucoup de membres du Parti, voire de sa direction, étaient partisans de changements très poussés. Certains ont même franchi la limite séparant libéralisation et démocratisation, amélioration du système et son dépassement, mais ils étaient de plus en plus rares, si on regarde de bas en haut la hiérarchie du pouvoir. Ce sont souvent d'ailleurs les progressistes les plus connus qui ont adopté les positions les plus bureaucratiques pour sauvegarder ce qui avait déjà été gagné.

Retournons maintenant à nos ex-communistes d'aujourd'hui, exclus du Parti et qui hélas, influencent l'opinion publique, quoique davantage en Occident qu'en Tchécoslovaquie. Il est totalement illusoire de ne voir qu'un seul mouvement dans le processus du printemps 1968, et de le présenter à la fois comme réformiste et démocratique. Il est donc faux de parler d'une ressemblance globale entre ce processus-là et les changements en cours en URSS.

D'ailleurs, même dans ce milieu des ex-communistes, l'évolution actuelle de l'URSS est perçue de façon très différenciée. Qu'on puisse la juger comme un tournant révolutionnaire, pour reprendre le terme de Gorbatchev, ayant pour but une

démocratisation de la société soviétique, au sens où nous l'employions plus haut, est une opinion qui est loin d'être partagée par tout le monde. La minorité qui y avait souscrit, encore qu'avec beaucoup de réserves, notamment sur les délais nécessaires à l'accomplissement d'une telle transformation, a été parmi les plus déçus après la visite de Gorbatchev à Prague, en avril 1987. Son point de vue, traduit dans la lettre des dix-huit fonctionnaires du Parti communiste (3), dont quatre anciens membres du Comité central, ne reflétait pas, loin de là, la palette d'opinions que l'on trouve chez les ex-communistes. Leur identification avec la politique de Gorbatchev, qui est au centre de leur lettre, a provoqué de très vives réactions de protestation, et même de rejet dans leur milieu. Les porte-parole de la Charte 77 ont publié un démenti dénonçant une information de la radio qui pouvait laisser à penser que la Charte était liée à cette lettre (4).

Transformer les illusions en réalité

D'autres ex-communistes ont un point de vue plus sophistiqué. Ils admettent que les intentions de Gorbatchev et consort ont, pour l'instant, peu de choses en commun avec une véritable démocratisation. Mais, ajoutent-ils, en soulignant les aspects démocratiques potentiels que l'on peut y déceler, en prenant Gorbatchev "au mot", en montrant du doigt le peu de crédibilité que l'on peut aujourd'hui accorder à ses postulats, tout en acceptant qu'ils puissent en gagner dans l'avenir, on pourrait créer une certaine atmosphère de pression d'en bas, transformer les illusions en conceptions et les conceptions en réalités, parce que les idées massivement adoptées peuvent devenir une force sociale puissante. Ce raisonnement écarte l'idée que ces idées puissent être acceptées de façon opportuniste et hypocrite par les dirigeants. Et c'est encore plus vrai pour la Tchécoslovaquie où cette hypocrisie de l'adhésion à la "démocratisation" crève les yeux. Même ceux qui exprimaient ce point de vue, diversement nuancé, ont cessé partiellement de propager "la nouvelle façon de penser" gorbatchevienne, en mesurant le fossé creusé entre beaucoup de citoyens tchécoslovaques, dont beaucoup d'ex-communistes, et la politique de Gorbatchev, après sa visite à Prague. On est passé de l'espoir à un scepticisme profond.

Dès avant avril 1987, le milieu ex-communiste professait d'ailleurs des vues très critiques sur *perestroïka* et *glasnost*. Certains considèrent les changements en URSS comme de simples modifications de façade, et persistent à penser qu'il est impossible de réformer le système totalitaire, soviétique. Fréquemment critiquée, cette opinion se voit opposer des exemples de changements concrets, de libéralisation concrète, notamment dans le domaine de la culture et en partie sur les droits de l'Homme avec l'affaiblissement

de la répression et la libération des prisonniers politiques, même si ces mesures sont largement insuffisantes. Il en est de même, sur les questions économiques, où le mot réforme est employé à juste titre si on le comprend comme une certaine amélioration de la qualité de la production et de la distribution en particulier, de l'économie et de sa gestion en général.

Savoir si l'on peut, ou non, réformer le système soviétique, n'est quasiment pas discuté dans le milieu des ex-communistes, qui ne sont pas d'accord avec la thèse développée ici, à savoir que les réformes d'en haut ne peuvent déboucher que sur une simple libéralisation du système politique et une modernisation de l'économie, mais sûrement pas sur une démocratisation impliquant le dépassement du système et la formation d'un système politique qualitativement différent. Que la tentative Gorbatchev n'aît pour objectif que de renforcer le système en vigueur, échappe aux ex-communistes. Si l'on excepte une petite minorité sceptique, tous partent de l'idée qu'il est possible de réformer le système, dans le sens d'une démocratisation, comme d'une évidence. On ne se pose même pas la question de savoir si Gorbatchev prend au sérieux ce qu'il dit, si sa direction est capable de diriger le mouvement réformiste dans les conditions qui sont celles de l'Union soviétique, et quelles sont ses chances de réussite.

Les réformes d'en haut

Des différentes voies débouchant sur le changement, on n'en prend souvent au sérieux qu'une seule : les réformes d'en haut, accompagnées parfois - selon le degré de conviction démocratique des différents participants à la discussion, degré plus élevé sans doute chez les ex-communistes signataires de la Charte 77 que chez les autres - de la prise en compte de la nécessité d'une pression d'en bas. Cette pression s'exercerait aussi bien à la base des structures officielles (le Parti, les syndicats officiels, les Eglises, les organisations de jeunes...) qu'à partir des communautés et des initiatives indépendantes (Charte 77, VONS, underground...).

Le point de vue opposé, c'est-à-dire l'impossibilité de réformer le système politique soviétique, idée basée à la fois sur l'expérience historique et sur l'analyse du pouvoir en URSS, en Tchécoslovaquie, etc., ne rejette pourtant pas sans appel la voie des réformes par en haut. Tout en

2) Document officiel adopté par le Comité central en avril 1968 qui donnait le cadre du 14e congrès du Parti prévu pour août 1968. Tout en faisant des concessions au mouvement démocratique qui se développait, il maintenait l'essentiel du système, dont le rôle dirigeant du parti.

3) Lettre envoyée par 18 ex-communistes dont Jiri Hajek, ancien ministre du Printemps de Prague, à Gorbatchev, lors de sa visite en avril dernier, dans laquelle ils apportent leur soutien sans réserve à la politique suivie en URSS, et avec laquelle ils souhaitent collaborer. Beaucoup, ex-communistes ou pas, ont qualifié cette lettre de "supplication honteuse".

4) Rappelons que pour sa part, la Charte 77 a également envoyé une lettre à Gorbatchev en avril, dans laquelle elle demandait notamment le retrait des troupes du pacte de Varsovie. Texte publié dans *Inprecor* numéro 247 du 13 juillet 1987.

gardant à l'esprit que cette amélioration du système politique et des "mécanismes" économiques a pour but de sauvegarder ce système, on peut, sans hésitation, soutenir les réformes quand elles améliorent concrètement la vie des gens ou de couches de la population. Quand elles apportent un peu plus d'air à tous. Il faut d'autant plus leur apporter notre soutien, que l'ensemble de la société, et en particulier son intelligentsia, arrive ainsi à un degré plus élevé de conscience sociale, que le climat de liberté grandissante favorise la croissance de revendications "d'en bas" toujours plus poussées. Et, après la libéralisation, c'est la démocratisation véritable qui finira par frapper à la porte, même si les réformateurs voulaient tout, sauf ça, même s'ils la craignent comme la peste.

La réforme par le bas

Un second moyen d'aller vers la démocratisation du système est très apprécié des ex-communistes. Il consiste à transformer progressivement les institutions d'Etat et du Parti existantes (surtout du Parti, mais sans exclure les autres), pour en faire un instrument aux mains des membres de base qu'elles sont censées représenter. Il s'agit donc de les transformer en instruments servant à la défense des intérêts des travailleurs et des couches les plus larges de la population. Nous trouvons ici une conception de réformes par en bas, basée sur la conviction que ce système politique peut, de lui-même, par ses structures et par l'intermédiaire de ses propres institutions, renaître, se rénover, changer, se transformer enfin en un système démocratique, à condition toutefois, que les adhérents de base du Parti communiste, des syndicats, etc., s'engagent dans ce processus. Se référant à l'expérience historique du Printemps de Prague, cette conception se combine souvent avec la première conception, c'est-à-dire celle des réformes d'en haut. C'est un ensemble de "vases communicants", les deux faces d'un même processus de réformes. Cette deuxième conception des "réformes par le bas" est assurément plus sympathique que la première parce qu'emporte d'esprit démocratique. Conçue comme le début de la restructuration de la société, de sa transition de la dictature bureaucratique vers une organisation démocratique de la société, cette voie est envisageable et demande qu'on lui prête attention, en la combinant avec une troisième voie dont nous parlerons tout à l'heure. Sous certaines conditions, on peut la soutenir pleinement. Pour ce qui est de l'Union soviétique aujourd'hui, il faut se demander sérieusement pourquoi les réformes de Gorbatchev ne provoquent pas de bouleversements dans les structures, et, jusqu'à présent, on ne les voit guère venir. De même, il faut savoir si en Tchécoslovaquie, c'est la tentative réformiste des années soixante qui a été effectivement la seule cause de l'évolution rapide des organisations et institutions officielles du printemps 1968 jusqu'à 1969.

En réalité, l'expérience tchécoslovaque démontre bien le peu de souplesse des limites du système politique et que les réformes, "d'en haut" ou "d'en bas", s'arrêtent et deviennent des freins de l'évolution dès que les détenteurs du pouvoir se sentent menacés par des revendications de plus en plus avancées. Il faut cependant accepter que le processus de réforme à l'intérieur des institutions officielles, puisse constituer le mouvement essentiel de la première phase de la confrontation avec le système politique, la phase qui annonce son changement, la révolution politique.

Cela vaut surtout pour certains pays où la quasi totalité de l'intelligentsia est intégrée au système, aux structures officielles. C'est le cas de l'URSS, de la Bulgarie, en partie également de l'Allemagne de l'Est. Toutefois, même dans ces conditions, vouloir se limiter uniquement aux conceptions réformistes, avancer des programmes politiques basés sur l'illusion de la capacité du système en place de se réformer par le biais de ses propres institutions, serait une erreur politique très grave, car cette conception devient à un moment historique donné, un frein à l'évolution de la société.

Pour la Tchécoslovaquie, et cela vaut aussi pour la Pologne, il faut se pencher sur une troisième voie de démocratisation, celle des associations indépendantes, "des polis parallèles", où la société est influencée par une activité indépen-

dante qui se transforme elle-même en mouvement social. C'était la voie choisie par Solidarité en Pologne et, dans une moindre mesure, par la Charte 77.

Cette conception ne s'oppose pas aux vues réformistes, notamment à l'idée d'une pression d'en bas. L'expérience historique, y compris le Printemps de Prague, nous enseigne que si les structures officielles connaissent un mouvement réformiste à la base, ce mouvement fait naître des tendances centrifuges autonomes et, sur les restes des anciennes "courroies de transmission" bureaucratiques et non réformables, de nouvelles organisations, institutions et initiatives apparaissent, rejoignant peu à peu les initiatives indépendantes et jouant un rôle opposé à leur fonction oppressive et manipulatrice originelle. Elles travaillent à l'émancipation de la société en créant les conditions de l'émancipation de chacun.

Tandis qu'une partie des ex-communistes refuse cette troisième voie, le soutien au mouvement indépendant comme embryon de l'organisation future de la société, et tourne le dos à la Charte 77, certains demandant même à leurs anciens camarades de quitter cette entreprise aventureuse, les autres manifestent leur sympathie pour la Charte et quelques centaines d'entre-eux sont allés jusqu'à la signer. Les quelques dizaines de chartistes les plus actifs sont, à peu près pour moitié, des gens provenant de ce milieu d'ex-communistes. ■

Le rôle de la Charte 77

L'ANALYSE des opinions des ex-communistes sur le changement potentiel en Tchécoslovaquie et l'influence qu'exercent les réformes de Gorbatchev était nécessaire à nos yeux, pour la simple raison qu'ils représentent la partie la plus politisée du mouvement indépendant de la société.

L'EVENTAIL de leurs opinions reflète assez bien la variété des idées existant dans la population en général. On y trouve les opinions les plus folles. On entend souvent dire par exemple, que les Tchèques sont dominés par les Slovaques, Husak, Bilak, Chnoupek (1) étant Slovaques ; que tout cela n'est qu'une grande supercherie à l'instar de 1968 quand la direction Dubcek s'était mise d'accord avec Moscou pour ouvrir les vannes de la libéralisation, créant ainsi les conditions de

l'intervention soviétique. A l'inverse, on peut entendre que Gorbatchev chassera bientôt les dirigeants actuels pour installer Dubcek à leur place, ou bien que tout est de la faute des francs-maçons ou de l'athéisme, etc. Mais c'est précisément la visite de Gorbatchev qui a mis fin à beaucoup d'illusions qu'avaient les Tchécoslovaques "apolitiques". De petites choses apparemment sans importance ont irrité la population : "le double Nelson" (2) entre Gorbatchev et Husak à l'aéroport de Bratislava, ou la petite phrase du soviétique qui s'obstinait à répéter dans ses discours que la Tchécoslovaquie fait partie des dix pays les plus développés, ce qui avait le don de mettre les gens en rage. En effet dans le retard général pris par rapport à l'Occident, c'est plutôt aux vingt ou trente pays les plus développés que se compa-

1) Vasil Bilak, secrétaire du Comité central, chef de file des "durs", Chnoupek, ministre des Affaires étrangères.

2) C'est ainsi que l'on appelle dans le langage populaire, le baiser traditionnel des hommes politiques à l'Est.

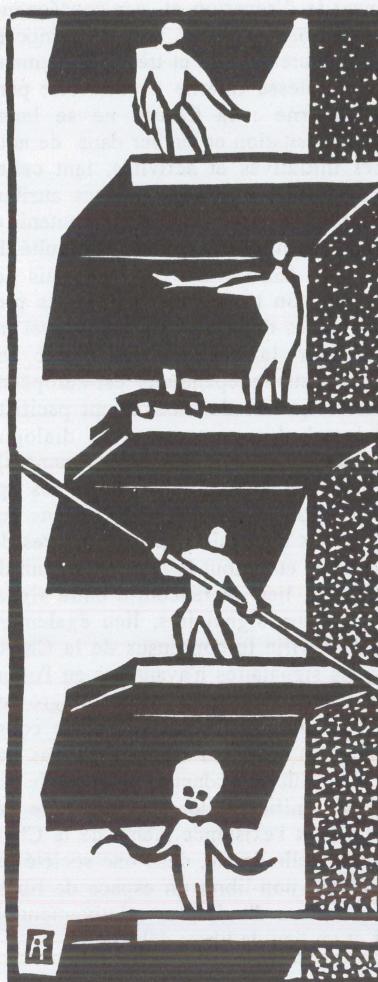
rent les Tchécoslovaques. Ce retard, encore amplifié par la rumeur populaire, est généralement attribué à la domination soviétique et à l'intégration forcée au sein du Comecon, c'est-à-dire exactement au système que dirige Gorbatchev.

Malgré la diversité des avis quant à l'évolution du pays, et souvent même en l'absence d'avis, la population reste, dans son ensemble, unie dans son hostilité, poussée parfois jusqu'au ridicule, à l'égard de la direction actuelle du Parti et de l'Etat. Preuve en est, la quantité de petites histoires qui circulent ou l'écho fantastique qu'a rencontré le discours de l'acteur Milos Kopecky, retracé et copié clandestinement par les gens. Prononcé lors du congrès de l'Union des artistes dramatiques en mai 1987, il appelle les dirigeants actuels à partir "avec honneur" pendant qu'il en est encore temps. L'appel lancé par quelques ouvriers moraves, dont certains sont signataires de la Charte, était formulé de façon semblable.

Une influence positive

Mais retournons de nouveau chez les ex-communistes. Leur influence sur la Charte 77 fait l'objet de nombreuses rumeurs et de beaucoup d'illusions, notamment parmi les exilés tchécoslovaques. Il est vrai qu'ils exercent une influence relativement grande, tant par leur nombre que par leurs analyses politiques et économiques très élaborées. Pourtant, l'auteur de ces lignes, adversaire connu de beaucoup de leurs thèses, concepts et stéréotypes, estime que cette influence est positive et enrichissante. Ils ont apporté à la Charte 77 toute une série d'impulsions et d'idées. Certaines ne sont pas acceptées et donnent lieu à discussion, ce qui est déjà bien. En reprenant certaines idées et en en rejetant d'autres, la Charte s'oriente, se délimite, se corrige et renforce ainsi sa capacité de vie. Il en va d'ailleurs de même de l'influence des milieux conservateurs, et des autres courants d'idées qui se manifestent en son sein. La raison d'être de la Charte échappera forcément à celui qui la conçoit comme une coalition d'opposition ou une nouvelle sorte de Front national tchécoslovaque des années 1945-1948 (3). La Charte est un regroupement défendant les droits de l'Homme, une initiative civique durable qui prend partiellement les formes d'un mouvement - qu'il puisse se renforcer ! - et qui, précisément, pour exister comme tel, a renoncé à élaborer un programme politique commun ou à devenir la base d'une activité politique oppositionnelle.

Les raisons de cette autolimitation originelle sont à chercher dans le souci de maintenir la cohésion interne plus que dans la crainte d'une menace extérieure, même si cette dernière était et demeure toujours présente. Une association plurielle ainsi comprise, n'exclut ni la possibilité pour ses membres de se regrouper sur une base politique dans d'autres sphères d'activité, ni l'existence d'autres groupes, pas seulement politiques, dont les rapports avec la Charte sont souvent très



complexes. Croire qu'il y a une quelconque hégémonie dans la Charte est entièrement faux.

Les tentatives d'utiliser de la Charte pour les objectifs politiques ou idéologiques d'une partie de ses signataires, font souvent l'objet de critiques dans ses propres rangs.

L'offensive des conservateurs

Avant d'examiner si, et comment, ces tentatives se manifestent aujourd'hui dans les prises de position de la Charte sur la politique de Gorbatchev et ses conséquences en Tchécoslovaquie, nous aimeraisons évoquer brièvement la discussion orageuse qui a eu lieu voilà 2 ou 3 ans. Elle fut provoquée par la publication d'un document de la Charte 77 intitulé *Droit à l'histoire* (4) et, surtout, après la publication d'une explication de ses auteurs, anonymes. Même si tout y était dit à mots couverts, ce texte manifestait son hostilité non seulement vis-à-vis du marxisme et du socialisme (dans le sens des concepts originaux) mais aussi de la modernité, de la renaissance, de la réforme et toutes sortes d'impiétés, et ne cachait pas son inclination pour le féodalisme et l'ancien empire austro-hongrois. Sa publication coïncidait avec le présumé retour religieux en Tchécoslovaquie (tendance qui a des causes socio-politiques beaucoup plus profondes et qui est sans doute statistiquement moins forte que "l'athéisation" progressive de la société, ou plutôt son

"agnosticisation") et une tentative de lier les concepts intégristes et conservateurs au catholicisme en particulier et au christianisme en général, de les présenter comme la seule interprétation chrétienne possible. On peut trouver une explication de cet événement dans la sur-représentation des chrétiens, surtout catholiques, au sein de la Charte où leur nombre dépasse largement leur représentativité dans l'ensemble de la population, notamment en Bohème et à Prague (5). La discussion a traîné pendant plusieurs mois et, évidemment, elle n'a pas tranché pour savoir si l'on doit, ou non, refuser "la science positiviste". Cependant, elle a parfaitement démontré les limites d'un regroupement pluraliste uni autour de la défense des droits de l'Homme. Finalement, la tentative des conservateurs a servi de leçon à tout le monde. Elle a provoqué l'inverse de ce qu'elle cherchait : la vision en noir et blanc du monde fut rejetée une nouvelle fois, même si elle n'est pourtant pas complètement morte.

Une autre tendance, moins virulente celle-là, représente une menace pour la Charte : le nationalisme. Ceux qui considèrent la Nation et la Patrie comme des valeurs intouchables sont peu nombreux au sein de la Charte et, seules quelques personnes âgées se réclament, avec d'autres beaucoup de réserves, d'une vision nationaliste. Comme les ex-communistes qui ne croient pas trop à la *glasnost* gorbatchevienne mais estiment qu'il est de bonne tactique de faire semblant (parce que les illusions se transforment en fin de compte en actes et parce que la vérité n'est pas ici une chose très importante), il est des gens, plus âgés, dans la Charte 77 qui, sur ce thème du nationalisme, sont persuadés, souvent à la suite de contacts qu'ils ont eus avec des membres de leur génération, que ces traditions-là "marchent" et qu'en conséquence, la Charte devrait devenir la conscience ou le porte-parole de la Nation. Heureusement, ce point de vue ne se manifeste pas souvent dans les documents de la Charte. Un certain "nihilisme sain" de la population et spécialement des jeunes est trop évident et devient un argument convaincant dans les discussions avec ceux qui sont tentés d'exploiter le nationalisme.

Ce ne sont pas les problèmes qui manquent dans la Charte. Ces derniers temps, on discute beaucoup du "ghetto" dans le

3) Avril 1945 : fusion du gouvernement Bénès en exil à Londres depuis 1940 et du mouvement émigré en URSS, formation du cabinet Fierlinger (socialiste) où quatre partis sont représentés : communistes, socialistes, sociaux-démocrates, populistes.

4) Victoire du PC aux élections (38%) et gouvernement de coalition de Klement Gottwald, Bénès est Président de la République.

1948 : vague de grèves, démission des ministres non communistes, puis de Bénès, Gottwald devenant Président de la république. Nouvelle constitution et élections assurant la domination bureaucratique du Parti communiste.

4) Texte de la Charte publié en mai 1984 qui soulève de vigoureuses polémiques. Il a été publié, ainsi que d'autres documents de ce débat dans *Inprecor* 190 du 18 février 1985.

5) 1/3 des membres de la Charte se déclarent chrétiens, dont une infime minorité comme pratiquants, alors que pour l'ensemble du pays, la Slovaquie mise à part, un infime pourcentage de la population est pratiquante. (1% pour Prague par exemple)

quel elle s'enferme (à cause précisément de la *gianost* dont on parle partout), de son influence minime, voire nulle, sur l'opinion publique tchécoslovaque qui contraste avec sa renommée à l'étranger. Cet isolement de la Charte est relié par certains de ses critiques, à l'atmosphère d'élitisme de l'esprit, de paternalisme, des coutumes chartistes selon lesquelles toutes les décisions importantes sont prises par un vague "noyau actif" de la Charte. La critique est parfois justifiée, parfois non, et les tentatives ne manquent pas de changer cet état de choses. La difficulté réside dans la nature même de la Charte qui n'est pas une organisation. Son fonctionnement n'est pas soumis aux règles du jeu démocratique, c'est-à-dire le droit de la majorité de prendre des décisions et le droit de la minorité d'organiser le refus.

Un fonctionnement au consensus

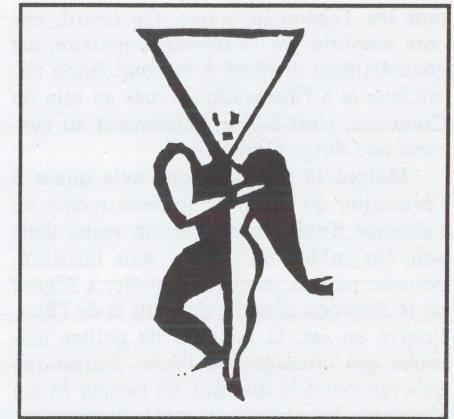
La Charte fonctionne sur la base d'un consensus général qu'essaient de trouver - selon leur propre jugement et surtout, selon leurs possibilités - les porte-parole de la Charte avant de publier un document, etc. Ce principe de fonctionnement est très vague et si l'on voulait le suivre à la lettre, la Charte serait condamnée à l'impuissance. Dans une association de plus de 1 000 personnes (6), on trouve toujours quelqu'un qui n'est pas d'accord. Mais il y a pire : il n'y a pas de contacts entre les porte-parole et la plupart des signataires. Cette situation est en partie due au fait que plusieurs centaines d'entre eux sont complètement passifs, non par peur de la police mais pour diverses raisons (désaccord avec l'activité de la Charte, manque d'instruction, âge, timidité, solitude sur leur lieu de vie, etc.), en partie parce que la police les empêche d'avoir des contacts, surtout pour ceux qui n'habitent pas Prague, et finalement, à cause de l'absence de tous rapports organisationnels à l'intérieur de la Charte.

Peut-être est-ce à la suite du débat général, dans la Charte et à l'extérieur, sur la possibilité d'une démocratisation, que l'on commence à discuter de ces questions au sein de la Charte. Manque d'esprit critique, héritage stalinien de "l'unité", volonté conservatrice de ne toucher à rien dans l'état insatisfaisant du fonctionnement interne de la Charte, autant d'éléments qui

freinent la discussion et, par conséquent, une amélioration réelle ne peut s'imposer que douloureusement et très difficilement. Cette faiblesse interne a aussi son pendant externe : la Charte ne se lance qu'avec hésitation et lenteur dans de nouvelles initiatives et activités, tant celles qui entrent directement dans ses attributions que celles qu'elle pourrait soutenir et stimuler, et n'intègre qu'avec difficulté de nouvelles formes de travail. Mais ici également on trouve aujourd'hui les premiers signes de renouveau, un nouvel intérêt pour la collaboration avec les mouvements indépendants est-européens (pour ce qui est du mouvement pacifiste occidental, les contacts et le dialogue sont une réalité depuis plusieurs années), un intérêt accru pour l'écologie, des appels à la population, des apparitions publiques des signataires, des rencontres de discussion, et surtout le fameux "forum de la Charte", lieu de rencontre entre signataires et non signataires, lieu également où l'on vérifie le consensus de la Charte avec les signataires n'ayant pas eu l'occasion de s'exprimer jusque là. Malgré ces changements positifs, force est de constater qu'un tournant décisif n'a pas été opéré. Il faut cependant ajouter que le fait le plus significatif de cette dernière décennie c'est l'existence même de la Charte, puisqu'elle forme, dans une société relativement non-libre, un espace de liberté, un milieu d'individus relativement libres et un lieu de libres débats.

Un espace limité

Un nouveau phénomène apparaît dans les discussions que mène la Charte : des appels à la démocratie, à une démocratie politique, alors même qu'il ne revient pas à la Charte de définir l'organisation d'un nouveau système. Ce nouveau phénomène est la conséquence de l'évolution soviétique et surtout l'œuvre des ex-communistes. L'appel pour une démocratie est contenu dans le document publié en 1987 pour le 10e anniversaire de la création de la Charte et intitulé *Lettre à nos concitoyens* (7). La formulation d'un projet de future organisation politique de l'Europe, ou le dialogue avec les groupes de pacifistes occidentaux - projet et dialogue qui sont limités par le renoncement explicite de la Charte "*à son propre programme de réformes et de changements politiques et sociaux*" (Déclaration de fondation de la Charte 77) - traduit aujourd'hui la nécessité d'une organisation démocratique, postulée par la Charte. Ce n'est sans doute qu'un simple cadre général mais justifié par les liens étroits qui existent entre le système politique du pays et la situation des droits de l'Homme. L'intérêt que porte la Charte aux questions de la paix s'explique pour la même raison : les rapports mutuels de la paix et des droits de l'Homme. Mais, vouloir poursuivre dans cette direction, vouloir préciser la nature de la démocratie proposée (et il ne s'agit pas seulement de la contradiction entre démocratie parlementaire et autogestion-



naire), est impossible pour la Charte, à cause des raisons évoquées. C'est la tâche de formations politiques, aujourd'hui presque inexistantes, et dont la Charte devrait favoriser et défendre l'apparition et l'activité. Déjà, ce postulat de la démocratie dont l'apparition explicite ne date que de cette année dans les documents officiels de la Charte, ne rencontre-t-il probablement pas au sein de la Charte, ni surtout à ses marges, un consensus total : certaines tendances corporatistes qui se traduisent par une certaine compréhension du rôle des porte-parole et leur choix, pourraient se refléter dans une vision d'ensemble de la société. De même, des conceptions théocratiques complètement anti-démocratiques sont apparues, en dehors de la Charte certes, mais tout de même parmi ses sympathisants, et ont bénéficié d'une certaine publicité. Cependant, le danger le plus important pour la plate-forme démocratique de la Charte vient des opinions technocratiques qui, tout en se réclamant formellement, elles aussi, de la démocratie (représentative, bien sûr), mènent en réalité toute une propagande pour qu'experts et professionnels prennent les décisions. Malgré cela, avouons que l'appel à la démocratie est pleinement justifié, ce besoin est inhérent à l'esprit de la Charte, il est le produit de sa déclaration initiale.

Par contre, il apparaît moins justifié de se réclamer publiquement de certaines traditions, de surcroît unilatéralement choisies comme par exemple la devise hussito-masarykienne "*la vérité vaincra*" (8), des traditions de "*l'ilôt de démocratie*" que l'Etat tchécoslovaque d'avant-guerre serait censé représenter ou de Masaryk et de sa conception de la démocratie, serait-elle réalisée ou simplement postulée. Or, pour ma part, non seulement j'apprécie beaucoup Masaryk, mais je suis d'accord avec lui sur beaucoup de points quant à son approche des problèmes sociaux, et

6) De 1300 signataires, 200 se sont expatriés, quelques dizaines sont morts, certains ont retiré leur signature.

7) L'un des deux textes publiés par la Charte en janvier 1987, l'autre étant "*la lettre aux signataires*"

8) Jean Hus : Prône la résistance nationale et religieuse à la papauté, brûlé pour hérésie avec Jérôme de Prague en 1416. Ses disciples, les hussites, sont excommuniés.

Thomas Masaryk (1850-1937) : dirigeant de la lutte d'indépendance contre l'empire austro-hongrois, fondateur de l'Etat tchéque. Influencé par les idées positivistes d'Auguste Comte et l'humanisme chrétien, pense le modèle d'une démocratie idéale. Demeure une référence par son autorité morale.



beaucoup de ses actes politiques ont été exemplaires. Cela étant dit, il n'empêche que la personnalité historiquement déterminée de Masaryk peut difficilement devenir un symbole unifiant de la Charte 77, non seulement à cause de l'autolimitation originelle de cette dernière, mais aussi par son pluralisme qui implique qu'il y ait en son sein des vues hostiles à l'action de Masaryk et à sa pensée.

Un danger pour la Charte

La philosophie politique qui accompagne le postulat de la démocratie et de la démocratisation représente un danger plus grave pour la Charte. Elle est esquissée dans certains documents qu'a publiés la Charte cette année, bien qu'on en trouve déjà des traces dans des documents antérieurs, sous une forme plus vague, à cause des objections que certains signataires soulevèrent. Nous parlons de l'adhésion à la restructuration démocratique de la société, de la conception d'une "démocratisation par en haut" même si elle s'accompagne d'une référence aux pressions d'en bas, et éventuellement d'un appel à réformer les structures officielles par la base. Elle exprime la volonté de s'adresser à des alliés potentiels parmi les détenteurs du pouvoir et dans l'appareil exécutif. "Vous et nous, ensemble, vous qui êtes au pouvoir et nous qui en sommes exclus, avec tous les individus de bonne volonté, nous devons procéder à une démocratisation de la société, de son système politique, en accord avec la glasnost proclamée en URSS et vos propres projets de restructuration". Ce n'est pas là un extrait d'une citation d'un document de la Charte 77 mais un résumé de cette conception réformiste défendue dans la Charte par les ex-communistes, mais pas seulement, par tous ceux qui prennent au mot les déclarations flamboyantes d'un Gorbatchev et leur prudente version du groupe dirigeant tchécoslovaque. Cette position, souvent exprimée même de la façon la plus servile, dépasse de loin le cadre légitime de la Charte 77. L'offre d'une pseudo "réconciliation nationale" exprimée par la Charte dans deux documents de 1987, la Lettre aux concitoyens et La déclaration du 21 août (9) est une des traductions concrètes de cette position. La Tchécoslovaquie ne connaît pourtant pas une guerre civile, n'en est pas menacée, les conflits sociaux ne sont pas un gros problème, vu la passivité de la population. Dans ces conditions, parler d'une "réconciliation nationale" semble peu logique. Peut-être ce mot d'ordre signifie-t-il qu'en cas de changements dans le pays, la Charte n'exigerait pas de poursuites contre ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui ou qui exécutent les ordres. On peut également y voir une sorte de générosité consistant à proposer aux maîtres de garder le pouvoir à condition d'en céder

une partie aux autres ou, au moins de libéraliser le pays. Non seulement une telle "politique" de pouvoir est totalement ridicule, mais elle est aussi en contradiction profonde avec l'esprit et la vocation de la Charte et sa déclaration de constitution. Précisons que cela ne change rien au fait que les membres de la Charte et les intellectuels oppositionnels, représentent effectivement aujourd'hui, au cas où l'on assisterait à une évolution politique qui est loin d'être en vue, un rempart sûr pour les hommes politiques actuels et leurs valets. C'est de ce milieu-là qu'on pourrait attendre au moins un effort pour empêcher une nouvelle période d'injustice, de violence, de vengeance, etc.

A ceux qui critiquent cette stratégie du "prendre au mot" et la ligne politique défendue dans la Charte par les partisans (sincères ou tactiques) de la ligne Gor-

damment du fait qu'ils soient ou pas signataires. Il est dans l'intérêt de la Charte et de son existence de trouver suffisamment de forces, ce fut le cas jusqu'à présent, pour refuser toute interprétation politique, ou idéologique, unilatérale et toute extrapolation idéologique auto-proclamée, qu'elles soient réformistes ou communistes-réformistes. Il est vrai que la question des droits de l'Homme est liée au système politique, il est tout aussi vrai que parier sur les partisans de la *perestroïka* gorbatchevienne dans l'appareil du Parti tchécoslovaque - qui ne se déclarent pas clairement et ne sont guère honnêtes - comme sur toute autre force politique ou idéologique, n'est pas acceptable pour la Charte dans son ensemble. Cependant, il est positif que naissent en son sein de telles opinions, que l'on en discute et qu'elles soient soumises à la critique et ainsi corrigées.

Les ex-communistes et les conservateurs, en nombre très faible, ont une certaine base en dehors de la Charte. Les ex-communistes non chartistes sont encore plus réformistes que leurs camarades membres de la Charte. Il en va de même pour les conservateurs en dehors de la Charte qui sont beaucoup plus réactionnaires que leurs amis idéologiques à l'intérieur. Ces deux arriérages sont très hétérogènes, non organisées et ne représentent aucune force influente dans le pays, contrairement à la Charte qui peut tout de même exercer son influence par l'intermédiaire de diverses pressions de l'étranger.

Les restes de la social-démocratie

En dehors de la Charte, nous trouvons sur la scène politique les restes de l'ancienne social-démocratie (la jeunesse social-démocrate d'après-guerre est aujourd'hui âgée) qui maintiennent encore des contacts entre eux ainsi qu'avec la Charte, par l'intermédiaire de certains signataires. Plus nombreux, reste également le groupe des socialistes indépendants qui renouent avec la tradition de Masaryk, du Parti national de Benès, de la partie progressiste du Parti socialiste de 1968, (10) et essayent, sans grand succès, de nouer des contacts plus étroits avec l'Internationale socialiste et notamment avec le Parti social-démocrate allemand (SPD). Certains signataires de la Charte se réclament de ce groupe, d'autres sympathisent avec lui, et l'on peut dire que les socialistes indépen-



batchev, ces derniers répliquent habituellement en disant qu'après tout, la Charte est basée sur l'idée d'un dialogue avec le pouvoir d'Etat et, qu'il serait par conséquent erroné de ne pas exploiter les conditions favorables actuelles, alors que la direction du parti elle-même, en des termes assez vagues, il est vrai, réclame une discussion politique ouverte.

Dialogue oui, mais sur les droits de l'Homme

Or, la Charte est fondée sur l'idée d'un dialogue sur les droits de l'Homme car "elle veut mener un dialogue constructif avec le pouvoir politique d'Etat dans le domaine qui est le sien, notamment en attirant l'attention sur les divers cas concrets de violation des droits de l'Homme et du Citoyen, préparer l'information sur ces cas, proposer des solutions, présenter différents projets généraux destinés à approfondir ces droits et leur garantie, servir de médiateur dans des situations de conflits éventuels provoqués par l'arbitraire, (...) " (Déclaration de la Charte 77). Vient ensuite ce qui n'entre pas dans ce dialogue, qui n'est pas du domaine de la Charte. Il n'y aurait nulle objection si le dialogue était demandé par des individus, mais pas au nom de la Charte, indépen-

9) Déclaration de la Charte à l'occasion du 19e anniversaire de l'invasion par les troupes du Pacte de Varsovie, dans laquelle il est dit : "La réconciliation nationale signifie pour nous, tenter un nouveau départ, une tentative qui serait acceptable par tous les gens de bonne volonté pour qui le bien être de leur pays est un sujet leur tenant à cœur" (Palach Press)

10) Le minuscule Parti socialiste (officiel) fut traversé en 1968 par la libéralisation. Les tenants de cette dernière furent "normalisés" en 1969 ou partirent d'eux-mêmes.

dants exercent une certaine influence sur la Charte.

Comme nous l'avons déjà souligné, les chrétiens, catholiques et protestants, ont enrichi et continuent d'enrichir la Charte au plan humain, extra-politique. Il est dommage qu'ils ne présentent guère de propositions cohérentes pour résoudre les problèmes de la société. Nous laissons de côté les tendances intégristes qui se contentent de critiquer la décadence morale, le divorce, la contraception et la nouvelle loi libérale sur l'avortement. Les courants modernes du catholicisme qui cherchent à trouver leur expression politique propre, comme en Amérique latine avec la théologie de la libération ou en Europe dans une

approche nouvelle de la société, de la morale et de l'Eglise elle-même, n'ont pas touché les catholiques tchèques et slovaques, même si l'on peut trouver des points communs aux catholiques de divers pays, dont la Tchécoslovaquie, dans l'effort pour promouvoir des rapports sociaux plus justes et faire respecter la dignité humaine. Pour les catholiques tchècoslovaques, le principal obstacle reste la position de l'Eglise catholique elle-même, sa hiérarchie (à l'exception de l'archevêque de Prague, le cardinal Tomasek) et de la plupart des membres du clergé, qui non seulement refusent de soutenir l'engagement social des croyants mais parfois même, l'étouffent. ■

Quel devenir pour l'opposition ?

AVANT LA VISITE de Gorbatchev, la direction tchècoslovaque était le théâtre d'un affrontement entre ses deux ailes traditionnelles, les conservateurs (dogmatiques), et les progressistes (pragmatiques).

LES CONSERVATEURS refusaient ouvertement de "reprendre de façon mécanique", les expériences soviétiques, c'est-à-dire les réformes de Gorbatchev, ce qui est assez comique quand on a vu pendant vingt ans les mêmes crier sans cesse à haute voix "l'URSS, notre exemple !". L'opinion publique connaît surtout leur porte-parole, Vasil Bilak, les autres n'étant guère enclins à se mouiller dans les conflits idéologiques. Cela ne signifie pas que les conservateurs soient moins nombreux que les progressistes : l'appareil du Parti, les forces armées, la police, la justice, sont dominés par la volonté de garder les choses en l'état, et l'on y trouve peu de sympathie pour l'idée gorbatchéenne qu'il faut, précisément pour sauvegarder le système politique existant, qui garantit aux bureaucraties leurs situations privilégiées, changer beaucoup de choses, assouplir, voire "se séparer" de ceux qui sont trop rigides ou trop marqués par le passé. Le syndrome de 1968 reste très fort parmi les bureaucraties.

La peur d'une lame de fond

Dans les conditions tchècoslovaques, disent ceux qui craignent de perdre leurs fonctions, toute libéralisation menace de déclencher une lame de fond d'en bas qui, grossissant, balayera finalement le système tout entier. Leurs craintes sont fondées et basées sur l'expérience. La plupart des responsables haut placés actuels travaillaient en 1968 dans l'appareil du parti ou dans des postes importants. L'élite au pouvoir représente un système complexe. Il y a ceux qui ont déjà gouverné avec plaisir avant 1968, et parmi eux, certains

ont eu chaud pour leur poste cette année-là, ont continué après août 1968, et ont poursuivi jusqu'à aujourd'hui sans interruption, comme par exemple Strougal, Kapek, Bilak, Lenart. Ensuite, nous avons les étoiles montantes du Printemps de Prague quand ils étaient progressistes engagés, Husák, Kemping, Colottee et, finalement ceux qui ont été promus après août 1968, Indra, Hofman, Chnoupek.

Voilà qui explique le retard mis par la direction Husák à se rallier, pour la forme, à la politique soviétique de *glasnost* et de *perestroïka*. Quelques mois auparavant, elle s'était contentée de parler "d'une reconstruction des mécanismes économiques." Aujourd'hui, en Tchécoslovaquie, on parle d'une démocratisation, même si c'est avec beaucoup de prudence. Mais, s'il demeure des illusions quant à la réforme de la société soviétique (il y a peu d'informations sur l'URSS), personne, en Tchécoslovaquie ne prend au sérieux les discours des dirigeants tchècoslovaques.

Vu la longévité de leur fonction et leur âge avancé, ces derniers ne sont disposés qu'à procéder, au maximum, à quelques réformes économiques. A cette occasion, il faut rappeler que contrairement à l'idée couramment répandue à l'extérieur, la direction tchècoslovaque n'a pas été installée dans ses fonctions par le Kremlin après août 1968, à l'exception de quelques individus que Moscou a imposés ou laissés à leur poste au début de la normalisation. C'est ce qui leur donne un certain degré d'indépendance vis-à-vis de la direction soviétique actuelle. Et même si la direction tchècoslovaque s'est finalement soumise à Moscou au printemps dernier, contrairement par exemple aux Allemands de l'Est, la tâche fut plutôt rude



pour Gorbatchev. Il semble cependant que les deux parties, aient trouvé un intérêt commun pendant sa visite à Prague : sauvegarder la direction tchècoslovaque comme un tout. Voilà pourquoi Gorbatchev a soutenu cette direction dans sa globalité mettant ainsi fin aux réjouissances populaires. Fini le temps des spectacles comme celui qui fut offert lors du meeting du Parti à Prague quelques semaines avant la visite de Gorbatchev et où l'on a vu Strougal et Kapek, représentant les progressistes, s'opposer aux dogmes conservateurs et faire porter le chapeau à leurs camarades du Politbureau pour l'état déplorable de l'économie, bien qu'ils l'aient fait indirectement et en avouant qu'ils y avaient eux aussi quelque responsabilité.

Un compromis délicat

Il est difficile d'évaluer l'étendue du compromis conclu par les deux courants sous la houlette de Gorbatchev. Sans doute le prix à payer était-il plus important pour le groupe conservateur. En contrepartie, Gorbatchev a dû gagner quelque chose puisque l'évolution après son départ semble indiquer que la direction tchècoslovaque, notamment son aile conservatrice, a fait des concessions dans le domaine de la répression : on emprisonne moins ces derniers temps, il y a moins de procès politiques, les peines prononcées sont moins élevées, se traduisant surtout par des sursis et des amendes. Deux militants connus de la Charte 77, Petr Popischal et Jan Dus ont été libérés alors qu'ils étaient en préventive sans procès. Il ne faut pas voir dans cette demande de Gorbatchev d'atténuer la répression, visiblement suivie d'effets, une volonté d'humanisation de la société, à Prague ou à Moscou, il s'agit avant tout d'améliorer l'image de marque du système dans le monde, et peut-être, de gagner plus de partisans à la réforme économique, à la modernisation de l'économie, parmi les intellectuels.

L'activité des indépendants n'en de-

meure pas moins suivie et "troublée" par la police politique. La répression contre ceux qui ont peu d'espoir que leur cas soit connu et qu'ils puissent bénéficier de la solidarité internationale, reste quasi identique. Mais là aussi, on peut s'attendre à certains changements car, selon le Procureur général (*Rude Pravo* du 17 septembre 1987), certains délits, y compris politiques, devraient être désormais jugés moins sévèrement et les condamnations prendraient surtout la forme d'amendes, à condition que ces délits ne soient pas trop dangereux pour la société. La répression brutale, les passages à tabac, s'exercent toujours contre les jeunes non-conformistes, les amateurs de rock, les punks, etc. Il serait erroné de penser que la direction Gorbatchev, ou une partie de la direction tchécoslovaque puissent éprouver une quelconque sympathie pour les activités indépendantes de la Charte 77 ou pour les communistes exclus. Si les activités indépendantes peuvent jouir d'un espace plus large, c'est le produit d'une évolution politique internationale compliquée et à cause de certains projets de changements, notamment dans le domaine économique, que les réformistes voudraient imposer. Les initiatives indépendantes sont toujours un danger pour le système politique et il ne fait guère de doute que lorsque cela sera jugé nécessaire, la répression reprendra sa vigueur.

Une lente libéralisation culturelle

Autre domaine qui profite en partie de la *glasnost* gorbatchevienne, la culture, même si la libéralisation est ici beaucoup plus timorée qu'en URSS. Cette tendance à une libéralisation culturelle se manifeste depuis plusieurs années, par changements progressifs, mais ne s'était pas accélérée ces derniers mois. L'effort accompli pour trouver des compromis, ouvrir des espaces culturels nouveaux, (contrôlés certes, par l'Etat) surtout pour les jeunes, est cependant évident. Cette tendance libéralisatrice s'est trouvée confirmée, voire affirmée, par la nouvelle politique soviétique. L'auto-censure (plus efficace que la censure) est plus souple, on trouve des choses un peu plus intéressantes à lire, mais la différence par rapport au passé n'est pas encore très grande.

Les timides tentatives d'améliorer la prise des décisions au plan administratif en URSS, dirigiste et centralisée (introduire deux candidats dans certaines élections, critique publique de hauts fonctionnaires, tout ce qui est pris à tort pour une démocratisation) n'ont presque pas rencontré d'écho concret en Tchécoslovaquie. La direction tchécoslovaque craint naturellement de telles "expérimentations". Contrairement à l'URSS, les gens pourraient en "abuser".

Evidemment, ce qui reste tabou en URSS, l'est aussi en Tchécoslovaquie : le pouvoir (sa hiérarchisation), le fonctionnement anti-démocratique du Parti, la domination de l'appareil du Parti sur les

structures économiques, l'administration, la police, l'armée, la soumission de la justice à l'appareil politique, voire à celui de la police, etc.

Reste l'économie, le domaine le plus compliqué et le plus important. C'est là où les divergences continueront entre conservateurs et progressistes, même si elles ne sont plus publiques. L'appel de Gorbatchev à une restructuration économique jouait dès le début en faveur de Strougal, porte-parole des progressistes. Beaucoup d'éléments de cette *perestroïka* sont formulés avec prudence depuis quelques années déjà, par Strougal et certains hommes politiques compétents en matière économique. Ils étaient obligés d'éviter l'emploi du mot réforme, devenu après août 1968 un "non-mot", employé de nouveau pour la première fois par Husak au printemps 1987. Entreprises plus indépendantes, autofinancement, intérêt des travailleurs, surtout des chefs mais aussi des ouvriers aux résultats économiques de l'entreprise, sont autant d'éléments pour augmenter la productivité, accroître l'efficacité de l'économie nationale, réduire le retard technologique (très sensible par exemple, dans le domaine informatique), améliorer les possibilités d'innovation, réduire la consommation d'énergie dans la production, etc. Alors que les conservateurs, tout en poursuivant les mêmes objectifs, se sont toujours limités aux stimulants non-économiques (ordres et interdictions, appels à l'émulation socialiste et aux efforts dans le travail), les progressistes ont mieux compris les corrélations économiques et ont trouvé de nombreux appuis à leurs conceptions réformistes chez les cadres des entreprises. L'influence des conservateurs chez les "patrons" est minime.

L'exemple soviétique

Il est politiquement amusant de constater que des projets semblables, parfois formulés de manière identique, ont vu le jour au printemps 1968 et c'est précisément la dénonciation politique du Printemps de Prague dans les années 70 et 80 qui constituait, jusqu'à présent, le principal obstacle à pouvoir formuler une restructuration économique globale. Les projets d'amélioration n'étaient que des demi-

mesures, campagnes à court terme s'enlisant régulièrement.

L'arrivée de Gorbatchev au pouvoir a changé beaucoup de choses dans ce domaine. Les progressistes ont trouvé un soutien là où ils ne l'auraient jamais cru possible. C'était leur tour de reprendre l'argument qui fut toujours celui des conservateurs, l'exemple soviétique. Voilà pourquoi, la direction tchécoslovaque ne revendiquait au début de l'année qu'une restructuration économique que les progressistes ont pu imposer à moindres frais et qui les intéressait par dessus tout. Ce n'est que plus tard, et de nouveau sous la pression des progressistes guidés par l'intérêt d'une libéralisation politico-économique plus large, qu'est apparu l'aspect politique de la *perestroïka*, sous une formulation très vague.

Les changements économiques

Le 18 juillet 1987, trois mois après la visite de Gorbatchev, le *Projet de loi sur l'entreprise d'Etat*, analogue à celui d'URSS, était publié. Ce projet permet de mieux voir comment la direction tchécoslovaque conçoit le fonctionnement économique dans l'avenir. La solution proposée est totalement technocratique : les travailleurs doivent avoir l'impression qu'ils participent aux questions économiques, ce qui devrait accroître leur sentiment de responsabilité, améliorer leur rapport à l'entreprise et au travail et augmenter ainsi la productivité, pas seulement dans le sens d'une intensification. Ce projet de loi ne suppose pas une réelle participation des travailleurs qui reste très formelle. L'autogestion des collectifs de travailleurs est pratiquement limitée à un rôle de contrôle et l'intervention d'un organe d'Etat est assurée par une multitude de moyens, en premier lieu par le rôle dirigeant du Parti, à nouveau proclamé, ou par la codifications des interventions directes des organes supérieurs, dont la mise sous administration directe en cas de fonctionnement inefficace. Le pouvoir économique doit être dans une certaine mesure, mais pas totalement, déplacé des ministères vers les "entreprises", ou plutôt vers les directeurs et leur équipe et non pas vers les travailleurs. Cette loi n'implique pas non plus l'élaboration démocratique du plan mais seulement un accord après coup des collectifs de travailleurs pour les plans quinquennaux et du conseil du collectif pour les plans annuels. A part quelques mesures permettant un certain contrôle ouvrier mais qui peuvent être neutralisées par des barrières bureaucratiques, il faut mentionner, parmi les aspects démocratiques de la loi, l'élection du directeur par tous les salariés de l'entreprise. Mais là aussi, on sait très bien comment on peut manipuler des élections et des listes de candidats. La pratique montrera si cette loi ouvre de nouveaux espaces de liberté pour les travailleurs. Aujourd'hui, le scepticisme est plutôt de rigueur : même si les journaux publient



des avis favorables, et empreints d'esprit démocratiques, la plupart des réactions publiées sont surtout conservatrices, exprimant la crainte que "le rôle dirigeant du Parti" puisse être affaibli, que la responsabilisation du directeur devant les collectifs de travailleurs ne réduise son autorité, etc. Pire, la discussion dans les journaux apparaît assez artificielle, les gens ne s'intéressent pas au projet de loi, le considèrent comme une supercherie, il n'est pas devenu leur. Enfin, conçu dans la précipitation, ce projet est plein de contradictions et de zones d'ombre.

Alors que faire dans ces conditions partiellement modifiées ? Il n'y a pas d'autre voie que de poursuivre avec patience, courage et intelligence notre travail d'initiative critique. Pour ne pas stagner, notre regroupement doit s'élargir, chercher de nouvelles voies, réfléchir sur de nouveaux problèmes et intégrer des gens nouveaux, avant tout des jeunes. C'est la seule issue possible pour sortir du ghetto qui est celui de la Charte aujourd'hui. L'apparition d'un nouveau climat, avec les réformes gorbatchéviennes et leur reflet en Tchécoslovaquie, s'y prête beaucoup mieux que la rigidité bureaucratique de jadis.

Nos tâches

L'internationalisation progressive de notre mouvement est un des aspects de cet élargissement : contacts internationaux, déclarations et actions communes, surtout, jusqu'à présent, avec l'opposition démocratique en Pologne (voir ci-contre), mais également avec les initiatives pacifistes et humanistes en RDA et avec nos amis hongrois, devraient être approfondis et élargis aux autres pays de l'Est.

Cependant, nous ne devons pas négliger la seconde voie possible d'une démocratisation de la société, ou d'une évolution la rendant possible, la voie des "réformes par en bas", c'est-à-dire des changements progressifs à l'intérieur et à la base des structures officielles, et ce, chaque fois qu'une possibilité réelle de tels changements apparaît. Pour l'instant, les conditions d'une telle évolution ne sont pas réunies en Tchécoslovaquie.

Par contre, nous devons nous opposer avec énergie aux illusions sur les "réformes d'en haut", sur "le despotisme éclairé", tout en soutenant simultanément et avec esprit critique, toutes les manifestations de libéralisation qui pourraient accompagner une telle réforme, qui amélioreraient les conditions de vie et créeraient un climat plus libre. Ce soutien ne doit prendre en compte que les actes, non les mots. Gardons la fierté de notre indépendance et ne nous identifions en aucun cas aux dominants.

Et, si de nouveau, nous nous trouvons plus isolés, disons-nous que, comme par le passé, nous sauvegardons la continuité de la pensée critique, seule garantie d'un avenir meilleur.

**Prague ;
Septembre 1987.**

Lever le rideau de fer entre l'Est et l'Est

Les militants de l'opposition en Tchécoslovaquie et en Pologne s'efforcent de tracer la voie d'une coordination est-européenne plus large.

Jan KAVAN

IL Y A QUARANTE ANS, ces deux pays auraient difficilement pu être plus différents : la Pologne, pays essentiellement agricole avec une Eglise catholique très puissante considérée comme le sauveur de la Nation, dirigé par la petite équipe de communistes polonais hissés au pouvoir par la puissance de l'armée soviétique ; la Tchécoslovaquie, pays industrialisé, où l'Eglise catholique est moins puissante, toujours associée par beaucoup, avec la domination étrangère des Habsbourg et un parti communiste qui, dans des élections relativement libres a obtenu plus de voix que tous les autres partis. Après plusieurs décennies de lutte contre le même système imposé, les similarités de leurs réponses oppositionnelles sont remarquables.

Reprise de contact

Pendant un temps, les contacts formels établis entre la Charte 77 et le Comité de défense des ouvriers (KOR) polonais ont été interrompus, en partie à cause de l'arrestation des principaux militants tchèques en 1979, en partie à cause de la montée des activités de Solidarité en Pologne. En 1981, les autorités tchèques craignant que le "mal polonais" ne se répande dans d'autres pays, ont pris des mesures de répression draconiennes spécifiquement dirigées contre les amis actifs ou potentiels de Solidarité parmi les militants tchèques des droits de l'Homme. Malgré ce coup de force et en dépit de l'instauration de la loi martiale en Pologne, les contacts se sont intensifiés, depuis 1982, entre ces deux mouvements d'opposition démocratique.

En juillet dernier, il fut révélé, pour la première fois, que beaucoup de ces contacts avaient été organisés avec l'aide du groupe "Solidarité Pologne Tchécoslovaquie", créé en 1981. Ce groupe est responsable de plusieurs déclarations conjointes de Solidarité, du KOR et de la Charte 77, exprimant un soutien réciproque à leurs objectifs communs et défendant mutuellement leurs prisonniers politiques, déclarations de protestation appu-

yées à l'occasion, par des grèves de la faim et, en Pologne, par des manifestations. Grâce à ce groupe, des livres et des revues samizdat furent échangés et les textes les plus importants traduits. De nouveaux périodiques apparaissent, entièrement consacrés à des informations sur les pays voisins. Des Polonais, surtout à Wrocław, imprimaient des journaux en tchèque et les faisaient ensuite passer en contrebande en Tchécoslovaquie. La plupart de ces activités sont toujours florissantes.

Des actions unifiées

Plus récemment, le groupe Solidarité Pologne-Tchécoslovaquie a publié des interviews de trois dirigeants de Solidarité dans le bulletin d'information de la Charte 77, organisé une manifestation à Wrocław pour soutenir le militant tchèque des droits de l'Homme Petr Pospichal et l'objecteur de conscience hongrois Zsolt Keszthelyi, ainsi qu'un échange d'informations par video, et édité des timbres de solidarité ainsi que des calendriers 1987 portant un logo conjoint Solidarité/Charte 77.

Ce groupe a également appelé, en septembre dernier, à une manifestation contre la pollution du Krkonose (Montagnes géantes) sur leur frontière commune. Malheureusement des fuites ont eu lieu en Pologne, pendant la préparation de cette action unitaire et 16 Polonais seulement ont pu y participer. Ils ont été arrêtés, mais relâchés après interrogatoire. Les éventuels participants Tchèques et Slovaques, avertis de la fuite par leurs amis polonais craignant un traitement plus brutal entre les mains de la police tchécoslovaque, n'y ont pas participé, d'un commun accord.

La confiance grandissante de ces militants est illustrée de façon convaincante non seulement par l'apparition publique du groupe Solidarité Pologne Tchécoslovaquie et la désignation de deux porte-parole, Anna Sabatova pour la Tchécoslovaquie et Josef Pinior pour la Pologne, mais aussi par le lancement, le 6 juillet, d'un nouveau groupe le "Cercle des amis de Solidarité Pologne-Tchécoslovaquie". Parmi les 19 membres tchèques et slovaques du "Cercle" on trouve des personnalités bien connues telles que Vaclav Havel, Jiri Dienstbier, Ladislav Lis, Jaroslav Sabata, Milan Simeka et Petr Uhl. Les 16 membres fondateurs polonais incluent des dirigeants de Solidarité Zbigniew Bujak, Jacek Kuron, Wladyslaw Frasyniuk, Jan Josej Lipski et Zbigniew Romaszewski.

Il est significatif que le groupe Solidarité Pologne-Tchécoslovaquie reconnaît son engagement dans "la coordination de diverses activités internationales (...) dans le contexte de relations élargies entre d'autres groupes indépendants dans les pays du bloc oriental". Le besoin d'élargir la "coopération d'individus et de groupes indépendants dans les pays européens du bloc soviétique" est également souligné dans une importante déclaration commune publiée le 21 août 1987, à l'occasion de l'anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie (...).

*East European Reporter,
novembre 1987.*

DOCUMENT

Rencontre à la frontière tchèco-polonaise. Déclaration des participants.

A L'OCCASION du 19e anniversaire de l'intervention par les armées de cinq Etats membres du pacte de Varsovie, quelques membres des mouvements civiques indépendants de Pologne et de Tchécoslovaquie se sont rencontrés à la frontière des deux pays. Cette réunion est la continuation d'une tradition inaugurée par la première rencontre de ce type à l'été 1978 et qui s'est développée au cours des années suivantes avec le groupe Solidarité Pologne-Tchécoslovaquie. Au cours d'une discussion longue et amicale les participants à cette réunion ont exprimé leur point de vue sur l'état présent de la société dans leur pays et au sein du bloc soviétique dans son ensemble, sur le rôle que sont et seront appelés à jouer les divers groupes indépendants et finalement, ce qui est le plus important, sur la façon dont ces groupes peuvent renforcer leur coopération. Les participants à la réunion sont d'accord sur les points suivants :

1) Jusqu'à présent, tous leurs efforts ont été fondés sur la conviction que toute libéralisation et développement favorable dans les pays du bloc oriental dépendaient avant tout de ces sociétés elles-mêmes, c'est-à-dire de ce qu'elles pouvaient elles-mêmes obtenir et construire. Même aujourd'hui, à l'heure de Gorbatchev, cette conviction n'a pas changé. Aujourd'hui encore, ils ne veulent compter que sur leurs propres efforts. En même temps, ils se rendent compte que la politique de la direction Gorbatchev crée des conditions plus favorables à la libéralisation dans les pays du bloc soviétique. Quant au gouvernement soviétique, nous pouvons rappeler avec force et peut-être avec de plus grands espoirs de succès que sa politique officiellement proclamée n'aura aucune crédibilité si elle ne se réalise pas, si la société sovié-

tique n'acquiert pas une plus grande liberté intérieure, et si sa direction refuse cette liberté aux autres. Cela signifie que la pré-condition essentielle à tout développement favorable en Union soviétique est un respect bien plus profond des droits et des intérêts de tous les peuples soviétiques et des intérêts, traditions et choix des autres pays.

Les participants à cette réunion sont d'accord pour initier et développer d'autres discussions entre les groupes indépendants dans les pays d'Europe centrale et orientale.

2) Les participants à cette réunion sont tombés d'accord pour affirmer que quelles que soient les différences de situation dans chaque pays européen du bloc soviétique et aussi diverses que soient leurs vues sur la façon de résoudre les problèmes de ces sociétés, les idéaux fondamentaux de tous ceux qui se sont engagés dans des activités civiques indépendantes sont, dans l'ensemble, identiques. Cela est confirmé par l'existence de Solidarité, fort de 10 millions de personnes, et se trouve développé dans son programme pour une république autogérée. Ces idéaux sont les suivants : respect plus profond des droits humains et refonte du système législatif et du code pénal cohérente avec ces idéaux ; respect plus profond des droits sociaux y compris celui de former des syndicats indépendants ; pluralisme politique et autogestion ; liberté spirituelle, culturelle et religieuse et tolérance ; respect de l'individualité nationale et des droits des minorités nationales ; liberté de rechercher et de créer un système économique fonctionnant mieux et ouvrant un espace à la créativité des gens et à une véritable responsabilité de tous les travailleurs quant aux résultats de leur travail et leur part dans les prises de décision économiques ; l'idéal d'une Europe pacifique, démocratique, consciente des problèmes de l'environnement, association fraternelle d'Etats et de nations indépendantes.

3) Au cours de la discussion sur l'élargissement de la coopération entre les individus et groupes engagés de façon indépendante dans les pays européens du bloc soviétique, les participants sont tombés d'accord sur plusieurs objectifs qu'ils s'efforceront d'atteindre ensemble ou en étroite collaboration ; à savoir :

a) la revendication d'une réduction de la longueur du service militaire et par conséquent une réduction du niveau absurde de la force des armées conventionnelles dans

cette partie de l'Europe qui ne fait que grever leur situation économique déjà difficile et compliquer les négociations sur le désarmement ; la possibilité pour les citoyens dont les convictions ou la foi religieuse ne les autorisent pas à porter les armes, d'accomplir une forme alternative de service militaire ;

b) la revendication de l'élimination totale des barrières bureaucratiques qui entraînent toujours la liberté de voyager entre les pays européens du bloc soviétique (revendication d'une situation qui va de soi depuis longtemps dans l'autre moitié de l'Europe) ;

c) la revendication d'une approche radicalement nouvelle des problèmes écologiques, fondée sur la conviction que l'avenir de la vie sur cette terre ne peut pas être sacrifié à un bénéfice provisoire, d'autant plus si ces problèmes découlent purement et simplement d'une mauvaise organisation de la vie économique ;

d) au cours de la discussion sur la coopération entre la Tchécoslovaquie et la Pologne, les participants ont loué le travail sans ostentation, et d'autant plus efficace, du groupe Solidarité Pologne-Tchécoslovaquie, et affirmé leur accord sur la possibilité et l'importance des tâches concrètes du "Cercle des amis de Solidarité Pologne-Tchécoslovaquie" fondé comme outil de soutien moral au groupe mentionné ci-dessus et dont la plupart des participants à cette réunion sont membres (...).

Participaient à la réunion :

Du côté polonais : Zbigniew Bujak, Wladyslaw Frasyniuk, Zbigniew Janas, Tadeusz Jedynak, Jacek Kuron, Jan Litinski, Adam Michnik, Jozef Pinior, Mirek Jasinski.

Du côté tchècoslovaque : Rudolf Battek, Rudolf Bereza, Jiri Dienstbier, Vaclav Havel, Tomas Hradilek, Andrej Krob, Petr Pospichal, Jaroslav Sabata, Anna Sabatova, Jaromir Savrda, Petr Uhl, Josef Vohryzek.

21 août 1987



"Je salue et soutiens la Perestroïka"

Alexandre Dubcek a travaillé comme garde-forestier à partir de 1969 avant de prendre sa retraite voilà peu. A vingt ans du Printemps de Prague, il vient d'accorder sa première interview au quotidien du Parti communiste italien *L'Unita*, entretien dont nous reproduisons des extraits ci-dessous.

■ **L'UNITA** : Vingt ans ont passé depuis le Printemps de Prague. Quel jugement portez-vous sur la perestroïka de Gorbachev ?

Alexandre Dubcek : Je la salue et la soutiens parce que je trouve en elle une profonde connexion avec ce qui s'est présenté à nous voilà vingt ans, en tenant compte, bien sûr, des différences d'époque et de situation (1). Ce qui se passe en Union soviétique aujourd'hui, si l'on pense à notre 1968 et la manière dont il naquit, est la confirmation du caractère stimulant et vivant qu'avaient nos idées. Je ne veux pas dire par là, que rien n'a été fait en Tchécoslovaquie pendant toutes ces années. Beaucoup a été fait, mais des problèmes de fond dans le domaine politique, économique, et culturel, restent posés. Il fut un temps où notre pays était parmi les dix nations les plus avancées du monde, et aujourd'hui elle se place à la fin des vingt premières.

■ Quelle est la véritable relation entre votre expérience et l'évolution actuelle de l'URSS ?

- On ne peut tracer de corrélation mécanique entre notre 1968 et la *perestroïka* soviétique. Le temps a créé de nouveaux problèmes, de nouveaux modes de pensée. La révolution technico-scientifique a progressé, elle entre dans sa quatrième phase. Je n'identifie pas l'évolution qui a eu lieu en Tchécoslovaquie en 1968 avec ce qui se passe aujourd'hui dans le PCUS et en URSS. L'identification serait une négation des spécificités et des particularités, mais le temps a démontré qu'il existe des ressemblances dans les sources d'inspiration. C'est une ressemblance que de considérer comme indispensable de reconstruire, depuis ses fondations, la totalité du système de direction économique, en restructuring profondément les mécanismes en vigueur sur la base de relations efficaces entre plan et marché dans les conditions du socialisme. Il y a ressemblance dans le fait de stimuler l'initiative et de satisfaire les intérêts pluralistes des organisations socialistes de masse, culturelles et autres, actives dans la société.

Ressemblance aussi dans la nécessité de définir des normes et des pratiques de justice sociale quotidienne, dans le respect des intérêts sociaux et économiques individuels et collectifs. Ressemblance encore, l'idée de démocratiser pleinement le Parti et la société, stimuler le débat général, également dans le domaine politique, et l'initiative des masses travailleuses et d'utiliser toutes les ressources et

avantages offerts par le socialisme en tant que meilleur choix pour l'avenir de la civilisation.

■ Que pensez vous des récentes déclarations de l'actuel groupe dirigeant du Parti communiste tchécoslovaque sur l'évolution que connaît l'Union soviétique ?

- Je suis heureux que la direction politique de mon pays se soit également prononcée pour la *perestroïka* et la *glasnost*. Mais pour l'instant, il ne s'agit que de mots et non de faits. La distance qui nous sépare de 1968 et ce qui s'est passé en URSS et dans les autres pays socialistes confirment que le socialisme ne peut supporter plus longtemps les stéréotypes, les modèles, la momification, le dogmatisme et le sectarisme. Ces pays doivent se régénérer en harmonie avec les nouvelles exigences. Il n'y a pas identité mais une ressemblance notable unit les concepts et les idées originelles de la *perestroïka* soviétique et les tentatives des communistes tchèques de 1968. Par contre, là où il y a identité, c'est que pendant vingt ans la vague rénovatrice a été bloquée. Ce sont ces éléments qui entraînent mon soutien et celui de mes compagnons, qui, comme moi, appuient la *perestroïka* soviétique. Et je puis ajouter qu'il s'agit d'un appui sincère, loyal et sans ambiguïté.

■ Que proposez-vous aujourd'hui pour sortir de cette longue phase de blocage de la rénovation ?

- La responsabilité incombe à ceux qui nous gouvernent. Mais la parole décisive appartient aux citoyens, qui devraient avoir la possibilité de défendre leurs propres idées, d'intervenir activement et pas seulement formellement, dans la discussion qui a commencé à s'ouvrir pour que quelque chose de véritablement substantiel commence à changer. Et en parlant de cela, je ne peux laisser passer l'occasion d'exprimer ma protestation et ma désapprobation pour avoir été qualifié, sans possibilité de réponse, de fourrier de l'antisocialisme et de l'antisoïétisme. J'ai toujours été en faveur d'un programme socialiste. L'avenir ne se bâtira pas sur le 21 août 1968, mais sur une nouvelle façon de procéder politiquement et programmatiquement. Considérer à fond la vérité historique avec loyauté et franchise et formuler un nouveau programme politique du Parti communiste de Tchécoslovaquie peuvent être la voie pour accorder le Parti et la société et je crois que si les décisions sont différentes, il sera difficile pour la population d'octroyer sa confiance à la restructuration de la société.

■ Avez-vous quelque chose à vous reprocher ?

- Je ne pense pas devoir me couvrir la

1) Alexandre Dubcek a envoyé un télégramme de félicitations à Mikhaïl Gorbatchev, pour le 70e anniversaire de la Révolution russe, en novembre 1987.

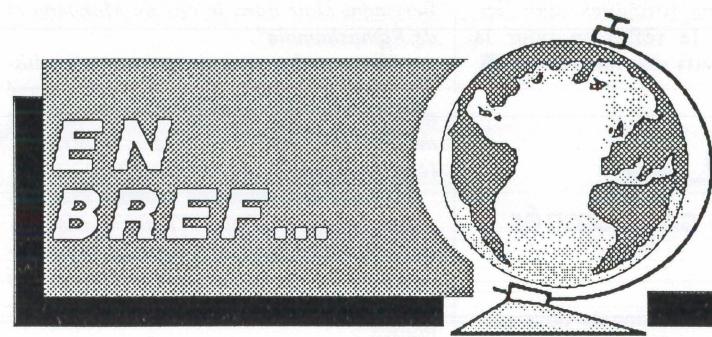
tête de cendres. Je ne trouve rien de substantiel à me reprocher. En pleine conscience, en harmonie avec mes convictions, en me rappelant 1968, je puis affirmer que notre processus de rénovation et la politique mise en pratique triomphèrent dans le peuple tchèque. Ils ne furent balayés que par l'utilisation de moyens non politiques. (...)

Mon ambition, non dissimulée, est qu'on me restitue mon honneur politique. Et non seulement le mien, mais celui de tous les autres camarades frappés. Un proverbe dit que l'espoir est toujours ce qui meurt en dernier. Celui qui le perd, perd aussi en réalité le sens de l'avenir. Ma confiance et mon espoir me viennent surtout de la conviction que notre programme d'action d'il y a vingt ans était juste. Celui qui le lit maintenant doit reconnaître qu'il disait des choses valables pour aujourd'hui : donner une nouvelle impulsion à la réforme économique, conjuguer la démocratie avec le socialisme et le socialisme avec la démocratie, définir des mécanismes pour une action plus proche des principes, et plus ouverte, du Parti communiste face au peuple. Ce qui me donne confiance et espoir ce sont les faits qui ont confirmé mes convictions. L'idée que la politique de rénovation reste vivace dans le Parti et dans notre peuple et n'a pas pu être étouffée à jamais. Elle n'est pas morte, elle vit, elle s'est conservée au plus profond de la conscience populaire. Il faut, à présent, lui donner un nouveau visage, une forme qui réponde mieux à l'actualité, plus adaptée à aujourd'hui et demain. Pour reprendre ce que disait votre Gramsci, la confiance naît en moi de la philosophie de la *praxis*.

■ Pensez-vous aujourd'hui, qu'il aurait été possible d'éviter l'intervention militaire de 1968 ?

Une personne non impliquée pourrait penser qu'elle aurait pu être évitée. Peut-être, mais à une seule condition : que nous ayons nous-mêmes liquidé le programme d'action et le processus de rénovation, avec nos propres forces, et par forces j'entends le recours à l'armée, à la police, à la milice. Mais personne n'était disposé à le faire. Il ne faut pas oublier que notre peuple affronta, sans violences, l'intervention militaire et qu'il exigea avec fermeté et sans aucune hésitation, le retour à la patrie des hauts dirigeants du Parti et de l'Etat. Le temps a démontré que dans ce jeu politique, le Programme d'action, la méthode non violente de sa réalisation, étaient déterminants. En toute franchise, pour que ma réponse soit encore plus claire, je vous dirai que si le PCUS avait eu la direction qu'il a actuellement, l'intervention armée des cinq pays (RDA, Pologne, Bulgarie, URSS, Tchécoslovaquie, ndlr) aurait été impossible.

Propos recueillis pour *L'Unita*
par Renzo Foa,
Prague, 19 décembre 1987.



SENEGAL

Front des révolutionnaires pour les élections

Des élections législatives et présidentielles se tiendront au Sénégal au cours du mois de février. Rare pays africain à admettre le pluralisme politique et syndical, le Sénégal passe généralement pour un exemple de démocratie "à l'occidentale". Abdou Diouf l'actuel président de la République use et abuse de cette étiquette sur la scène internationale. Les institutions sénégalaises ont été un moyen de canaliser une opposition très diverse, allant de courants bourgeois à de petites organisations d'extrême-gauche. Cette apparente liberté d'expression a pourtant constitué une impasse pour beaucoup d'organisations qui, ayant obtenu le droit à une existence publique, n'ont eu de cesse de respecter le cadre offert par le pouvoir afin d'éviter les mobilisations et ne pas mettre en péril leur "existence" politique. C'est ainsi que se sont comportées les trois lambeaux du courant pro-soviétique, se disputant entre eux quelques fractions du syndicalisme enseignant mais incapables d'œuvrer à une véritable activité politique de masse.

Le Parti socialiste, parti au pouvoir, membre de l'Internationale socialiste, trouve dans le PS français un parrain attentif. Un bon exemple de la duplicité de l'idéologie officielle a constitué dans l'organisation d'un show international anti-apartheid à Dakar en 1985 tout en y interdisant la présence de l'opposition et en réprimant une manifestation de celle-ci en faveur des Noirs sud-africains.

Dans ce contexte, les élections sénégalaises conservent évidemment un caractère très formel. Le trafic des listes électorales est certes généralisé mais, au travers de la corruption, le pouvoir bénéficie aussi d'une base réelle. En vue de ces prochaines élections on a donc assisté, comme lors des précédents scrutins de 1983, une large cooptation d'intellectuels et d'ex-opposants dans les rouages du pouvoir. Des scissions bien organisées, comme celle du Parti démocratique sénégalais (PDS), viennent à point nommé pour exhiber quelques anciens opposants ralliés au pouvoir.

Un certain nombre d'organisations

d'opposition, dont le PDS, avaient constitué l'Alliance démocratique sénégalaise (ADS) afin de mener une bataille permanente et unitaire sur le terrain des libertés démocratiques. Ce cadre ne devait pourtant pas résister à l'approche des élections, le dirigeant du PDS, Abdoulaye Wade, s'étant de lui-même, présenté comme candidat au rôle de représentant unique de l'opposition. Or, constatant le cours de plus en plus droitier de ce parti (Wade est devenu vice-président de l'Internationale libérale !) deux autres organisations, elles aussi membres de l'ADS, ont décidé de mener une toute autre campagne. Il s'agit d'abord de l'organisation And-Jeff qui est un mouvement d'origine maoïste et qui présente son secrétaire général, Landing Savané à l'élection présidentielle. La seconde est l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), section sénégalaise de la Quatrième internationale, qui a décidé de soutenir pour L. Savané et d'entreprendre une campagne commune avec And-Jeff.

Dans une déclaration commune ces deux organisations appellent à une "*alternative de gauche*". Par-delà ces péripeties électorales elles précisent que "*cette unité devra se prolonger, au-delà des élections, avec toutes les composantes du mouvement révolutionnaire pour lutter ensemble, main dans la main, contre les attaques du pouvoir et de l'imperialisme, et débattre ensemble des voies et moyens pour construire le parti révolutionnaire*".

Leur campagne s'organisera autour d'une plate-forme intitulée *Servir le peuple*. Ce document prend position sur le retrait des troupes françaises du Sénégal, l'arrêt des accords de coopération militaire et le départ des forces sénégalaises stationnées dans le pays voisin, la Gambie. Il se prononce également pour une réforme agraire, l'annulation de la dette extérieure et l'indépendance du mouvement ouvrier.

And-Jeff et l'OST prévoient la formation de comités locaux de soutien. Alors que la plupart des organisations d'extrême-gauche se perdent dans le soutien à un candidat "démocrate" ou demeurent paralysées, l'initiative de And-Jeff et de l'OST apparaît comme une étape nouvelle. C'est en effet la première fois, dans un pays comme le Sénégal, que deux formations politiques aussi différentes cherchent un terrain de collaboration. C'est aussi la première fois qu'un front ne se contente

pas de protestations formelles mais appelle à prolonger la réflexion pour la constitution d'un parti révolutionnaire. ■

AFRIQUE DU SUD

Sauver les 6 condamnés !

La campagne internationale pour sauver la vie des "Six de Sharpeville" qui attendent aujourd'hui la mort dans la prison centrale de Pretoria va s'accélérer au cours des quatre prochaines semaines avec le lancement d'une pétition adressée au Président Botha.

Cette initiative des avocats des "six" vise une campagne de masse à l'échelle mondiale pour recueillir des milliers de signatures demandant la clémence à Botha.

Le mémoire qui sera présenté à ces derniers soulignera qu'aucun des six, condamnés pour le meurtre d'une conseiller municipale de Lekoa, n'a été reconnu coupable de ce crime par le tribunal. Ils ont été accusés de meurtre et condamnés parce que la cour a jugé qu'ils "avaient des buts en commun" avec ceux qui ont perpétré le meurtre.

Les avocats ont également fait état des demandes de clémence provenant des gouvernements des Etats-Unis, du Canada, du Japon, d'Australie, de Norvège, de Suède, d'Autriche, de Suisse et des pays de la communauté économique européenne (CEE).

Cette demande a également été appuyée par des organisations tels que le Conseil sud-africain des Eglises, la Conférence épiscopale catholique d'Afrique du Sud, le Congrès des syndicats d'Afrique du Sud (COSATU) et le Congrès national des syndicats.

Les six ont été accusés d'avoir tué le conseiller municipal de Lekoa, Kuzwaya Jacob Dlamini, le 3 septembre 1984, premier jour de la grève des loyers dans le Triangle du Vaal qui fut l'étincelle d'une agitation sociale d'ampleur nationale. Leur appel a été rejeté au début du mois dernier.

Les noms des six sont les suivants : Majalefa Reginald Sefatsa, 30 ans, Reid Malebo Mokoena, 22 ans, Oupa Moses Diniso, 30 ans, Theresa Ramashamola, 24 ans, Duma Joshua Khumalo et Francis Don Mokgesi, 29 ans.

L'avocat, qui leur a rendu visite a dit qu'ils avaient "bon moral" et "gardaient espoir". Aucun d'entre eux ne peut accepter que leur appel ait été rejeté.

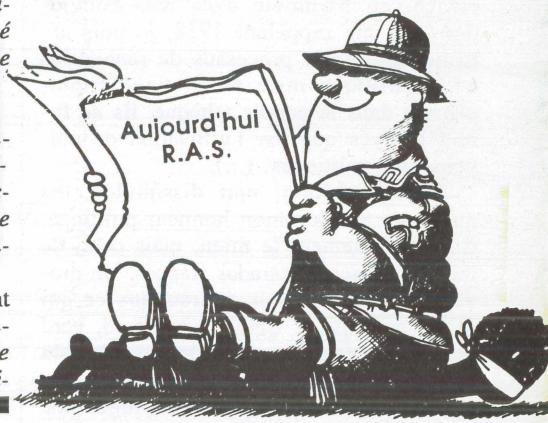
A la page 83 du jugement concernant l'appel ont peut lire : "Dans le cas des accusés on peut peut-être discuter de savoir si une connection causale entre la conduite de chacun d'eux, pris individuellement, et la mort du Conseiller municipal a été, ou non, prouvée, mais dans le cas des autres, il faut accepter, sans aucun doute possible, à mon avis, qu'aucune connection causale n'a été prouvée. C'est particu-

lièrement clair dans le cas de Mokoena et de Ramashamola".

"En conséquence, je pense, pour établir mon jugement, qu'il n'a été prouvé dans le cas d'aucun des six accusés de meurtre que leur conduite a contribué (comme cause) à la mort du défunt".

Plus loin, dans ce même compte-rendu, le juge explique : "Dans le cas présent, je dois trancher sur le cas de six accusés qui n'ont été convaincus de meurtre que sur la base de convictions communes".

Ce mémoire établit que les accusés ont surtout été impliqués d'après un seul témoignage "c'est pourquoi ce témoignage unique aurait dû être traité avec grande précaution". ■



Suite

Campagne pour la réhabilitation pénale des accusés des procès de Moscou

Bruno Kreisky vice-président de l'Internationale socialiste et ex-chancelier d'Autriche

Argentine : José Arico. **Australie :** Joyce Stevens, Comité exécutif PC ; Peter Murphy, Comité national PC ; Navis Robertson, Coalition for Disarmament and Peace ; Bob Brown, député ; Chris White, secrétaire général adjoint Fédération syndicale du Sud ; Peter Davidson, syndicaliste ; Denis Day, syndicaliste ; Jo Valentine, sénateur ; Laurie Aarons, dirigeant PC. **Autriche :** Josef Cap, secrétaire Jeunesse Socialistes ; Andreas Pilz ; Leopold Spira, ancien dirigeant PC. **Canada :** Bruce Allen ; Bruce Kidd, Université de Toronto ; Rilt Prinsep ; Davis Jaffe ; Domenico Binetti. **Chili :** Belarmino Elgueta Becker, ancien député ; Sergio Grez pour le Centre d'études politiques sur le Chili. **Egypte :** Bachir El Sibai, écrivain. **Etat espagnol :** Wilebaldo Solano, ancien dirigeant du POUM. **Etats-Unis :** Isak Arbus, président de l'Association Holocaust Survivors ; Jeffrey Brotz, Université de California ; Paul Breines, Boston College ; Robert Brenner, *Against the Current* ; Howard Brick, Université de l'Arizona ; Sheila Delany, Simon Fraser University ; Joseph Dorinson, Long Island University ; Gloria Esenwein ; Leslie Evans ; Richard Greeman, Université de Hartford ; Ronnie Gilbert ; Janice Jackson ; Deborah Jordon ; Allan Hunter, American Institute ; Henry Lesnick ; Frank Leutriachia, Duke University ; Norman Mailer, écrivain ; William Mandel ; Kathleen MacCornick, Carnegie Mellon University ; Bertell Ollman, University de New-York ; Grace Paley, Sarah Lawrence College ; John Ranz ; Max Rosenfeld, *Jewish Currents* ; Pete Seeger ; Mark Sharron ; Rowland Watts ; Laurie Weir ; Jacek Lisiewicz ; Howard Zinn, Université de Boston. **France :** Denis Berger, Université Paris VIII ; Michel Riot-Sarcey, historien. **Guatemala :** José Manuel Fortuny, ancien dirigeant du Parti guatémaltèque du travail. **Hong Kong :** Chan Cheong, Kwun Tong District Board ; Editorial Board *October Review* ; Lee See, secrétaire revolutionnaire Communist Party. **Italie :** Patrizia Arnaboldi, députée Democrazia proletaria ; Giovanni Russo Spena, secrétaire national Democrazia proletaria ; Luigi Vinci, dirigeant Democrazia proletaria ; Antonio Lombardi, circolo Mondo Nuovo Cosenza ; Nicola Avruscio ; Gino Dieni ; Raffaele Ferrelli ; Antonio Ferri ; Giovanni Peta ; Vito Benigno ; Rocco Morano ; Vittorio Lombardi ; Francesca Longo ; Paolo Goffo ; Derek Boothman, Université de Pérouse ; Walter Pitoni ; Manuela Caposciutti ; Stefano Tanci ; Giangabriele Vertova ; Grazia Paoletti ; Franco Toscani ; Ivana Vidotto ; Massimo Vitti ; Augusto Illuminati, Université de Urbino ; Peter Kammerer, Université de Urbino ; Angelo Trento, Université de Macerata ; Antonio Melis, Université de Siène ; Saverio Tutino ; Luciano Canfora, Professeur universitaire. **Mexique :** Gilberto Rincon Gallardo, secrétaire général PMS ; Valentín Campa, ancien président PC ; Arnaldo Martínez Verdugo, ex-secrétaire général PC ; Heriberto Castillo, candidat présidentiel PMS ; Cuauhtemoc Cardenas, candidat présidentiel ; René Aviles, directeur El Burro-Excelsior ; Huberto Bas, directeur adjoint Uno mas Uno ; Efraim Calvo, député ; J. Cota, député ; Alejandro Galvez, directeur *Criticas de la Economia politica* ; Miguel Angel Granados Chapa, directeur Jornada ; Jaciel Montaya, député ; Pablo Pascua Moncayo, député ; Camillo Valenzuela, député. ■